

SILENCE

ÉCOLOGIE
ALTERNATIVES
NON-VIOLENCE

N° 181
SEPTEMBRE 94

23 F

Energies

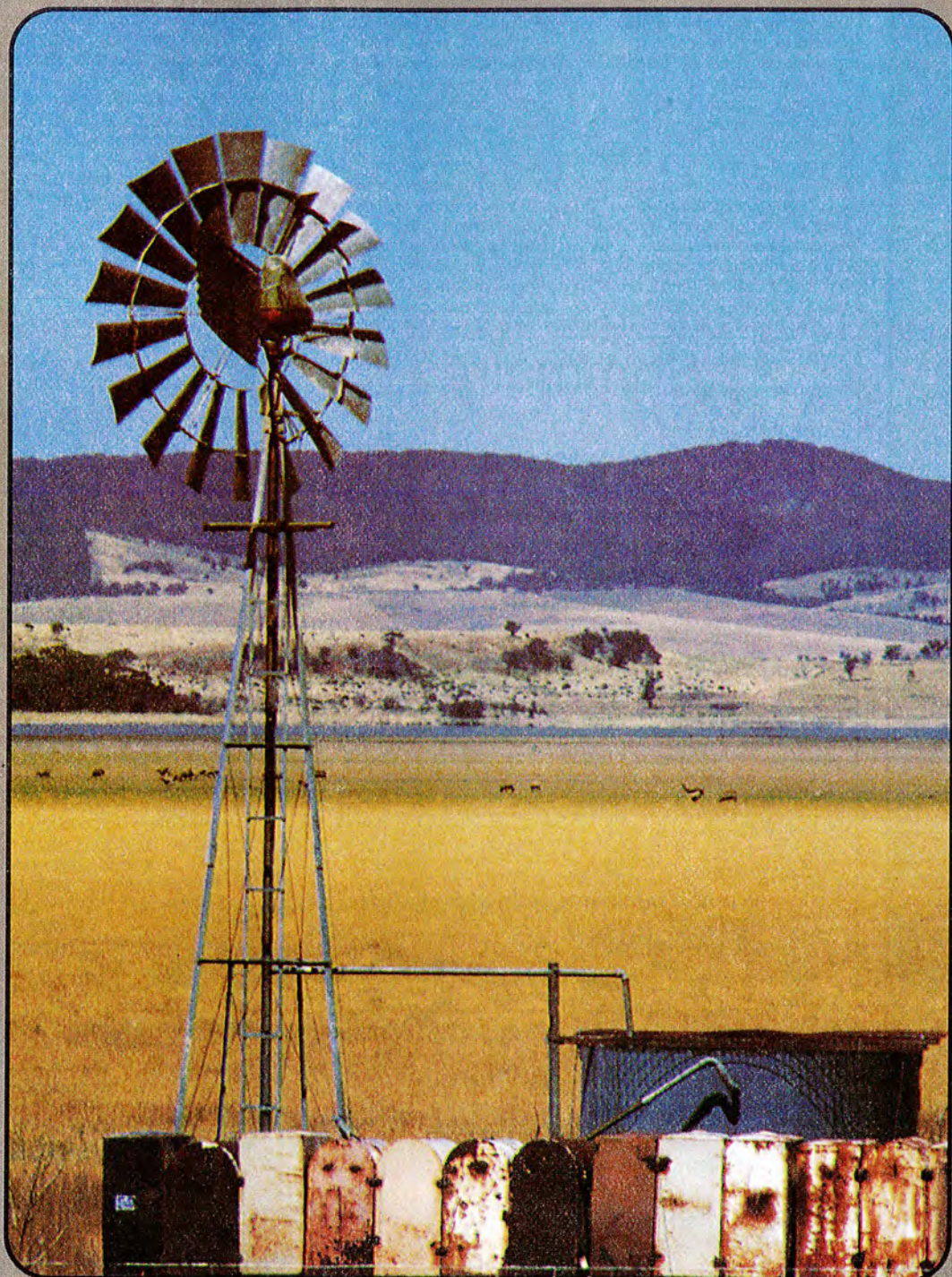
- PERSPECTIVES
ET RÉALISME
- ÉOLIENNES EN
MAURITANIE
- PHOTOPILES AU
ZIMBABWE
- SEL SOLAIRE AU
BENIN

Superphénix

- LA MAFIA
NUCLÉAIRE GAGNE
UNE BATAILLE

Dépliants publicitaires

- LIBÉRONS LES
BOÎTES AUX
LETTRES



ÉNERGIES DOUCES AU SUD (1)



EMPLOIS - OFFRES

• Recherche jeune collaborateur motivé, **ingénieur en hydraulique**, professionnel en mécanique, ajustage, ou technicien en matière plastique et métallique, pour aide à la création de pompes hydrauliques fonctionnant sans énergie d'appoint et pouvant servir pour irrigation agricole, recyclage d'eau de pisciculture et/ou épuration bactérienne et/ou la réversion de cours d'eau et/ou la production d'électricité. Contacter Marcel Wittmann, 12 rue de Wingen, 67510 Climbach.

• La FRAPNA-Ardèche, fédération de protection de la nature, Le Village, Saint-Etienne de Fontbellon, 07200 Aubenas, tél : 75 93 41 45, recrute son **directeur**. Profil de poste : directeur d'association à 4/5ème de temps, relations avec le conseil d'administration, gestion administrative, sociale et financière, développement des activités. Compétences : gestion sociale et administrative, comptabilité et gestion, communication et relations humaines, compétences naturalistes apprises, expériences antérieures réussies, bac+2 minimum, 30 ans minimum, bonne culture générale, lettre de motivation et CV.

Sommaire

Energies au Sud

- **Entre perspectives et réalisme** de *Dominique Groues*page 4
- **L'énergie éolienne éclaire l'avenir de la Mauritanie** de *Denise Barricklow*page 6
- **Le Zimbabwe capture l'énergie solaire** de *Barnabas Thondhlana*page 9
- **Guérande apporte son grain de sel au Bénin** de *Georges Duriez*page 12

Nord-Sudpage 14
Nucléairepage 16

Superphénix :

- la mafia nucléaire gagne une bataille** de *Michel Bernard*page 18

Sociétépage 21
Energiepage 22
Alternativespage 24
Environnementpage 26

Dépliants publicitaires :

- libérons les boîtes aux lettres** de *Francis Vergier*page 29

Paixpage 30
Politiquepage 32
Femmespage 34
Santépage 35
Livrespage 36
Courrierpage 38

• Le MRJC, mouvement rural de la jeunesse chrétienne, 53 rue des Renaudes, 75017 Paris, cherche un **animateur-permanent** (âge de 22 à 30 ans) possédant un passé militant dans le milieu associatif ou syndical, une formation et une expérience agricoles, une aptitude à travailler en équipe, un goût pour la mobilité. Fonctions : coordination d'actions au niveau national et impulsion des priorités agricoles et rurales du mouvement, accompagnement de projets et de formations agricoles menées par des militants sur les régions, valorisation des activités du mouvement auprès de partenaires associatifs et institutionnels. Poste basé à Paris avec déplacement sur les régions. Envoyer lettre de motivation et CV.

• L'office municipal jeunesse, mairie, 12400 Saint-Affrique, cherche **animateur(-trice)** de terrain, niveau DEFA, pour rééliser un diagnostic social sur la jeunesse de notre ville (8000 habitants). Mission temporaire à partir de l'automne 94. Possibilité pour un objecteur de conscience, pour stage pratique de formation DEFA (environnement social) ou autre type de contrat bénéficiant d'une aide financière sur rémunération. Envoyer lettre de candidature.

EMPLOIS - DEMANDES

• Homme, 26 ans, niveau BTS + spécialisation en agrobiologie à Beaujeu + 3 ans d'expérience professionnelle dans des associations et coopératives de produits biologiques, cherche emploi secteur commercialisation de l'agriculture biologique. Contact : Denis Yvergnaux, tél : 31 82 43 44.

OBJECTEURS

• La FRAPNA-Isère, 5 place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 76 51 58 98, offre plusieurs postes d'objecteurs : deux postes «Boulique-nature, service-diffusion» (permis indispensable, voiture appréciée, goût du contact, sens du commerce), deux postes «service éducation-nature» (compétences naturalistes, permis de conduire et véhicule indispensables), un poste chargé d'étude à la commission agriculture (formation ingénieur). Tous les candidats doivent remplir en outre les conditions suivantes : sensibilisation aux actions de protection de la nature, connaissances naturalistes, rigueur dans le travail et ponctualité, disponibilité en dehors des horaires classiques. Envoyer CV et lettre de motivation.

• L'ASPIR, association pour la promotion et l'information environnementale, 10 rue de la Côte, 63119 Chateaugay, tél : 73 91 45 16 cherche un objecteur pour participer au travail de sensibilisation aux problèmes d'environnement, animations pédagogiques, montage d'expositions sur les déchets. Travail polyvalent et autonome. Permis VL exigé.

• Le centre d'initiatives rurales, BP 323, 12103 Millau cédex, tél : 65 62 27 65, cherche objecteur pour remplacement d'agriculteurs dans le cadre de leurs engagements professionnels, syndicaux et associatifs. Poste disponible à partir de septembre. Tâches : soins aux animaux, travaux des champs et entretien. Formation demandée : BPA ou BTA. Intérêt pour le monde rural et la vie sociale, facilité d'adaptation.

VIE COMMUNE

• Paolo, Antonella (30 ans chacun) et leur fille Luna (21 mois), habitant à la campagne, à 40 km de Turin (Italie) cherchent garçon ou fille au pair pour garde de l'enfant et jardin potager à mi-temps en échange du vivre et du couvert. Ni tabac, ni félé, ni drogue. Alimentation végétarienne, chauffage au bois. Possibilité de faire de la poterie grâce à un four. Intérêts : non-violence, danses populaires, phytothérapie, tiers-monde... Ecrire à : Paolo, Antonella et Luna, Borg Pratorotondo, Aramengo (AT) 14020 Italie, tél : 0141 90 91 83.

• Paralysée, je cherche pour m'aider (de façon temporaire ou à plus long terme) personne douce, sens de l'autre, appréciant calme, nature, qualité de vie, partage intellectuel et spirituel. Offre chambre, repas, voiture et compensation (500 F). Ecrire : Marguerite Roger, 30260 Vic le Fesq.

BENEVOLE

• Daniel Noël, 23 rue de la Tapie-Labrau, 33220 Pineuilh, tél : 57 46 51 59, exerçant un métier sur six mois de l'année, se propose comme bénévole sur les autres six mois (premier semestre 95 et 96). Souhaite mission dans pays Afrique francophone ou Amérique Latine (sauf Brésil).

RECHERCHE

• Recherche enregistrement vidéo de l'émission sur les essais nucléaires «Victimes du vent» passée samedi 18 juin 94 sur F2. Merci de contacter C. Duvernay, 3 impasse Gallée, 25200 Bethoncourt, tél : 81 92 96 90.

A VENDRE

• Librairie ésotérique à vendre sur Dijon, envergure régionale, nombreuses possibilités, tél au 80 65 46 21.

• A vendre, ensemble ou séparément 2 parts de la Phébus 1, centrale photovoltaïque située à Lhuis (Ain). Prix d'achat de chaque part : 600 F. Renseignements : Paul Coste, 72 50 96 49.

Les annonces de Silence sont gratuites pour les offres d'emplois et pour les postes d'objecteurs. Pour les autres rubriques, elles sont réservées aux abonnés : joindre un bandeau d'expédition ou un chèque correspondant à un abonnement.

SILENCE

"Écologie, alternatives et non-violence"

4 rue Bodin 69001 LYON

Tel: 78.39.55.33.

GCP 550 39 Y LYON

Imprimé sur papier 100% recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Loriot - Tel: 75 85 51 00

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. La reproduction des textes est autorisée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs (photos, dessins compris)

N° de Commission paritaire: 64946

N° ISSN 0756-2640

Date de parution: 3ème trimestre 1994

Tirage: 4 200 ex

Editeur: Association Silence

Président: Dominique Zanda
Vice-Présidente: Pertine
Secrétaire: Thérèse Régny
Trésorière: Myriam Cognard

Réalisation du journal

Directeur de publication: Dominique Zanda

Secrétaires de rédaction: Michel Bernard

Michel Jarru

Publicité: Michel Jarru

Relations commerciales: Eve Malafosse

Documentation: Sylvie Arria

Claude Crolet

Rédaction: Anne-Marie Carlier

Christian Glasson,

Francis Vergier,

Sylviane Poulencard,

Michèle Dussaut-Delorme

Patrice Bouveret

Conseillers scientifiques: Roger Bernard

Richard Grantham

Jacques Grinevald

Herni Pèrsat

Henri Pezerat

André Picot

Dessinateurs: Alho,

Mulio

Correctrice: Thérèse Régny

Conception maquette: Hubert Plisson

Expédition: Maloin

Christiane Chapon

Leïla Lachachi

Bernard Pérez

Vincent Marlin

Xavier Sérédine

Correspondants: Jacques Caclin

Eric Marquis

Sylvie Galloy

Alain Claude-Gallié

Georges David

Jean-Luc Thierry

Tam-Tam

WISE

Peace News

Et pour ce numéro: Denise Barricklow

Centre Ecologique Albert Schweitzer

Hjalmar Dahm

Georges Duriez

Espace Eolien régional

Greenpeace

GRET

Dominique Groues

INESTENE

Costa Manzini

PNUD

Barnabas Thondhiano

Pour participer au journal

N°182 - Octobre

Comité de rédaction et clôture des articles:

samedi 3 septembre à 14 h

Clôture des brèves:

vendredi 9 septembre à 12 h

Expédition:

vendredi 23 septembre à 19 h

N°182 - Octobre

Comité de rédaction et clôture des articles:

samedi 1er octobre à 14 h

Clôture des brèves:

vendredi 7 octobre à 12 h

Expédition:

vendredi 21 octobre à 19 h

Ce journal est rédigé par des bénévoles. Vous pouvez y participer. Pour faire connaissance avec l'équipe du journal, vous êtes invités aux expéditions. Celles-ci sont suivies d'un repas à 22h30 offert par Silence.

EDITORIAL

Pour une autonomie durable

Au Rwanda, les militaires français sont allés effacer les restes de la «coopération française». L'aéroport de Goma, où ils sont, leur avait servi à livrer les armes aux anciens dirigeants du Rwanda (1).

La coopération de la France devrait en fait plutôt s'appeler «défense des intérêts français»: sous couvert d'aides, ce sont nos pétroliers et minéraliers qui pompent les richesses du sous-sol de l'Afrique francophone sous l'œil complaisant des dirigeants corrompus.

Le seul «développement durable» souhaité par la France est celui qui lui permet de maintenir durablement son propre développement.

Si une aide doit être apportée aux pays du Sud, cela doit venir d'une demande de leur part et respecter la démocratie locale. Toute autre aide ne peut être qu'orientée.

Si le Sud copie le Nord avec sa consommation, ses pollutions et ses gaspillages, on risque de détruire la planète. Les aides technologiques peuvent le faire profiter plus vite des réels progrès que nous faisons. Ainsi, dans le domaine énergétique, la mise au point de l'utilisation des énergies renouvelables est un progrès à partager. Ainsi, dans le domaine de l'agriculture, l'agriculture biologique favorise l'autonomie.

Cessons les exportations d'armes et de béton, facteurs de guerre et de colonisation. Favorisons l'échange de connaissances et de technologies allant dans le sens de l'autonomie, facteur de paix.

Michel BERNARD

(1) voir le dossier «Tonton au Rwanda», Courrier International du 30 juin 1994.

Pour maintenir l'équilibre financier de la revue, les prix augmentent à partir de ce numéro. Ceux qui veulent bénéficier des anciens tarifs peuvent toutefois se réabonner à l'ancien tarif en utilisant le bon d'abonnement du précédent numéro. Et ceci jusqu'au 1er octobre..

ENERGIES AU SUD

ENTRE PERSPICACITE ET REALISME

Prêter toutes les vertus aux énergies renouvelables (essentiellement l'énergie solaire, l'énergie éolienne, le biogaz) parce que leurs caractéristiques les rendent particulièrement adaptées aux besoins en énergie des pays les plus pauvres de notre planète, serait

très onéreuse (2 F le kWh au Burkina Faso, soit environ 5 fois le prix en France) font des énergies renouvelables une alternative attirante. De surcroît, ces dernières sont des énergies de flux et non de stock : elles sont donc inépuisables, elles polluent peu, elles appartiennent aux pays eux-mêmes - pas d'embar-

Il existe de multiples raisons de croire au développement des énergies renouvelables dans le Sud... mais la réalité montre qu'il reste de nombreux obstacles à franchir.

faire preuve à la fois de perspicacité quant à leur potentiel et d'irréalisme quant à leurs possibilités présentes. Une attitude d'optimisme modéré semble aujourd'hui l'emporter chez la majorité des chercheurs et des praticiens pour trois raisons.

Des raisons d'ordre technique

La plupart des pays pauvres sont ensoleillés, les besoins en énergie des villages sont encore très réduits. Leur pénurie d'énergie conventionnelle et l'absence quasi-totale de réseaux de distribution d'électricité rendant cette dernière

go possible -, elles ne nécessitent pas de sortie de devises ; enfin, elles sont anti-inflationnistes puisque gratuites au niveau de la source.

Mais ces énergies sont de faible densité, discontinues et imprévisibles. Il faut donc, pour certaines applications, les concentrer, les stocker et prévoir un système de captation et de stockage parfois surdimensionné, ou encore un système d'appoint complémentaire. La complexité des solutions varie suivant la température souhaitée et la nature des applications : pour les usages à basse température - séchage des produits agricoles, distillation, chauffage de l'eau jusqu'à 70° environ - aucune

concentration n'est nécessaire ; les problèmes techniques sont bien maîtrisés. Demeurent des difficultés d'une autre nature : l'obtention locale des matériaux - plastique, tôle, aluminium, cuivre, verre, isolant - qui, en général, doivent être importés, l'appropriation de la technologie par les habitants et la maintenance.

Pour les températures plus élevées - pour les brasseries par exemple, vapeur pour la stérilisation et de multiples usages industriels - un capteur-plan n'est plus suffisant.

Concernant la deuxième filière, très importante, à savoir la conversion photovoltaïque des radiations lumineuses directement en électricité et dont les applications sont bien sûr multiples - éclairage, pompage, réfrigération, télécommunications... - pouvant rendre et rendant des services considérables, les perspectives d'avenir sont ici très encourageantes. Au plan technique, les systèmes sont en effet arrivés à un degré de fiabilité très important. Un petit système d'éclairage par exemple qui consistera en un capteur photovoltaïque, un régulateur (pour protéger le taux de charge et de décharge de la batterie), une batterie et le récepteur (ici quelques tubes néon) ne nécessitera que la surveillance routinière des batteries et un dépoussiérage épisodique des panneaux photovoltaïques ; de même pour un congélateur solaire pour stocker les vaccins qui utilise de manière typique 4 panneaux, un régulateur et deux batteries.

Les systèmes de pompage fonctionnent le plus souvent sans batterie, l'eau étant stockée durant les périodes d'ensoleillement dans des réservoirs. Des onduleurs, quand nécessaire, sont utilisés pour transformer le courant continu en courant alternatif pour alimenter les pompes. Les pannes sont rares mais elles sont difficilement réparables par les villageois si les pièces de rechange n'ont pas été prévues. En aval des problèmes techniques, se situe donc toute l'épineuse question de la gestion des systèmes : trop peu de points de vente de pièces de rechange, formation insuffisante de techniciens...

Des raisons d'ordre économique

Que proposer à un instituteur (catégorie déjà privilégiée) qui gagne 65 000 CFA/mois (1300 F) et qui souhaite l'électricité dans sa maison pour l'éclairage, la télévision, éventuellement un réfrigérateur, peut-être un ventilateur ? Et a fortiori à des villageois qui souhaiteraient abreuver leur bétail ou irriguer sans être contraints à un pompage manuel ? Ce dernier est souvent limité en débit (5 m³/h à 7 m de profondeur) et ne peut atteindre les nappes phréatiques dépassant 40 mètres (alors que depuis 1973, les nappes ont baissé en moyenne de 15 m en Afrique de l'Ouest). Il mobilise ainsi temps et énergie qui pourraient être utilisés à d'autres tâches.

Le pompage solaire, quant à lui, est totalement automatique, mais son coût reste encore prohibitif dans de nombreuses situations où un financement extérieur au moins partiel (CEE, ministères, ONG...) ne peut être trouvé. A la différence des énergies conventionnelles, les énergies renouvelables se caractérisent en effet par un coût sensiblement plus élevé de l'investissement initial. Le prix des systèmes photovoltaïques continue cependant de baisser régulièrement. La CEE, notamment, subventionne actuellement un vaste programme européen de fabrication et de diffusion de 1200 pompes, réfrigérateurs et batteries sur cinq pays d'Afrique de l'Ouest contribuant à des économies d'échelle importante chez les fournisseurs, à un gain d'expérience appréciable et à l'ouverture de marchés. Bien que coûteuses, les énergies renouvelables peuvent apporter plusieurs contributions substantielles, au niveau de l'environnement (la combustion de bois représente en effet 80 % de la consommation d'énergie des pays en développement) au niveau des services (dispensaires, écoles, communications - téléphone, radio, télévision, relais hertzien -), et au niveau strictement économique, pouvant favoriser l'émergence d'activités productives (maraîchage, vente de fruits, développement de l'élevage, d'un petit artisanat)



Ouagadougou : montage d'un capteur solaire pour l'eau chaude.

permettant de rentabiliser en partie ou en totalité l'investissement.

On pourrait cependant ajouter que même dans les situations où un calcul économique comparatif immédiat, sur une base non subventionnée, rend l'acquisition de systèmes fonctionnant avec les énergies renouvelables moins directement rentable qu'avec des systèmes conventionnels, le soutien à leur diffusion participerait donc à cet effort international, national, associatif, visant à accélérer le processus qui les fera devenir accessibles aux populations les plus démunies, une situation plus naturelle, dans le contexte africain, que celle consistant à utiliser les énergies fossiles d'importation ou dégradant leur fragile écosystème.

Des raisons d'ordre sociologique et culturel

La maîtrise des éléments techniques et économiques ne suffit pas à assurer l'intégration d'un outil dans son environnement. De nombreux projets ont été menés hâtivement, sans une identification approfondie des besoins, sans une concertation effective de la population. Des matériels ont été « parachutés » par des donateurs soucieux de leur électorat et des pays du Sud ont souvent été considérés par des fournisseurs comme des terrains d'expérimentation.

Les équipements utilisant les énergies renouvelables ont

contribué à cette mouvance négative et subi jusqu'à récemment (environ cinq ans) un fort discrédit. La situation et la fiabilité des équipements ont considérablement évolué, les prix continuent de baisser, et la conception du développement a beaucoup évolué : renforcement des institutions et ONG du Sud, priorité donnée à la formation et à la gestion, émergence du concept de coopération décentralisée, recherche de rapports de partenariat, soutien aux activités créatrices d'emplois, recherche de nouveaux systèmes de mobilisation de l'épargne et de caution des prêts bancaires...

Dans ce cadre général du développement, qui concerne les trois cinquièmes de la population de la planète, les énergies renouvelables ont un rôle important à jouer car ce sont elles qui, par leur caractère de proximité et décentralisé, sont le plus en harmonie avec un développement lent et progressif des villages.

Elles se distinguent des apports massifs et déstabilisateurs des énergies centralisées ; elles sont respectueuses de l'environnement et peuvent être mises en place instantanément ; elles ne consomment pas le patrimoine énergétique national et répondent particulièrement bien aux besoins limités de populations dispersées.

Dominique GROUES

L'ENERGIE EOLIENNE ECLAIRE L'AVENIR DE LA MAURITANIE

C'était le genre de projet dont les sceptiques pensaient qu'il n'avait aucune chance de réussir. Dans le pays voisin, au Sénégal, une centaine de pompes à eau éoliennes ont été installées dans les années 80, mais elles sont en panne faute d'argent

vents et située à l'extrémité du Sahara, au sud-ouest de la Mauritanie. En fait, le Projet Alizés, qui a construit des pompes à eau dans 100 villages, a remporté un tel succès que le gouvernement mauritanien, qui désire poursuivre cette entreprise, s'est adressé récemment au fonds pour l'envi-

investir. Les gens savaient que les villages équipés de pompes éoliennes étaient approvisionnés régulièrement en eau potable. Alors ces communautés incroyablement pauvres sont venues proposer une mise de fonds de 6000 F pour les nouvelles turbines éoliennes. La demande est si forte que nous n'arrivons pas à suivre».

Avec le projet Alizés, débuté en 1990, cent villages ont été équipés d'une pompe à eau actionnée par une éolienne. La deuxième phase du projet va démarrer avec l'électrification, éolienne également, de cent villages

Ce nouvel effort sera fondé sur les résultats obtenus par le projet Alizés. Grâce à un financement de 12 millions de francs, le FEM créera une ligne de crédit renouvelable qui permettra aux villages d'emprunter l'argent nécessaire à l'acquisition d'une turbine éolienne. Ces turbines actionneront des générateurs qui serviront non seulement à pomper l'eau, mais également à fournir de l'électricité aux écoles, aux habitations, et aux dispensaires. De plus, le projet offrira une formation aux villageois pour leur apprendre à entretenir et à faire fonctionner ces systèmes, qui seront fabriqués sur place.

et parce que personne ne sait les entretenir. Comme si cela ne suffisait pas, les coordonnateurs de ce nouveau projet d'approvisionnement en eau pour la Mauritanie voulaient que des villages dont le revenu par habitant est d'environ 3000 francs par an investissent entre 6000 et 12 000 francs pour l'installation de pompes éoliennes du même type.

Mais les sceptiques se sont trompés sur toute la ligne. Aujourd'hui, les pompes installées par le «projet Alizés», gérées par une ONG locale, approvisionnent en eau des milliers de villageois de Trarza, une région balayée par les

ronnement mondial (FEM), un service du PNUD, le programme des Nations Unies pour le développement. Son objectif est de construire 100 turbines éoliennes au cours des cinq prochaines années, ce qui permettra pour la première fois aux communautés de la région de Trarza d'avoir l'électricité.

«Lorsque le Projet Alizés a débuté en 1990, beaucoup pensaient qu'il échouerait parce que personne ne voudrait investir» affirme Charles Mc Neill, coordonnateur du FEM auprès du bureau régional du PNUD en Afrique, *«Mais, en fait, de nombreux villages étaient prêts à*

Ce projet, qui débutera en 1994, devrait modifier profondément la vie des communautés qui vivent dans la région désertique de Trarza et qui, jusqu'à aujourd'hui, n'étaient pas approvisionnées par le réseau électrique du pays. Déjà, dans les villages équipés de pompes par le Projet Alizés, la diarrhée chronique, dont étaient victimes entre 40 et 85 % des enfants, a été pratiquement éradiquée. Le surplus d'eau fourni par les nouvelles turbines éoliennes permettra aux villageois de faire

pousser davantage de légumes grâce à l'irrigation et d'élever des chèvres et autres animaux dans un pays au climat rigoureux, recouvert aux deux tiers par le désert.

L'électricité permettra également à ces villages de stocker dans des réfrigérateurs ou des congélateurs de la nourriture ou des marchandises commercialisables, notamment des produits laitiers et le poisson pêché le long de la côte, ainsi que des vaccins et autres produits pharmaceutiques.

Le fait que l'électricité soit produite par un système communautaire décentralisé est essentiel au succès de l'entreprise, affirme Jean Edeline, représentant résident du PNUD en Mauritanie. Comme la plupart des villages de la région de Trarza sont très retirés et peu peuplés (chaque village compte une centaine d'habitants), la possibilité de les voir rattachés au réseau électrique national est minime. *«En Mauritanie, seules quelques villes ont l'électricité, et dans le reste du pays, il n'y a pas d'électricité du tout. Si ce projet d'énergie éolienne réussit, il améliorera considérablement la qualité de vie des habitants des régions rurales».*

Un exemple pour les autres pays

Ce projet pourrait également inspirer d'autres régions d'Afrique et du monde en développement à produire de l'énergie de substitution. *«Cette initiative peut servir de modèle et être largement reproduite dans la région»* affirme Jérôme Wingart, consultant auprès du PNUD, qui a participé à la conception du projet. *«L'énergie éolienne a été choisie par la Mauritanie car c'est l'un des pays les plus ventés d'Afrique, et parce que, dans ces conditions, cette technique est économique».*

Cette initiative fait partie d'un effort général visant à explorer de nouvelles sources d'énergie durable pour les pays qui, comme la Mauritanie, sont riches en ressources naturelles qui peuvent être utilisées pour produire de l'énergie, par exemple, les énergies solaire et éolienne. *«Bien que nous disposions de plusieurs années de*



En haut : construction de l'éolienne sur place. **Au milieu :** installation de l'éolienne par les habitants. **En bas :** l'un des cent villages ayant une pompe à eau éolienne.

techniques de production d'énergie de substitution, de nombreux projets ont périclité parce que personne ne s'est assuré qu'au niveau local, les participants étaient capables d'installer, d'utiliser, d'entretenir et de réparer ces sys-

tèmes. C'est ce qui a ruiné le projet implanté auparavant au Sénégal», explique M. Mc Neill.

«Les échecs du passé s'expliquent par l'attention accordée aux techniques sans se soucier de renforcer la capacité des habi-

Les ingénieurs français exportent leur savoir...

Le programme Alizés a été mis en œuvre par deux associations françaises, le **GRET**, groupe de recherche et d'études technologiques, et **Espace Eolien Régional**. Cette association est déjà à l'origine de l'installation d'éoliennes à Dunkerque.

L'installation des éoliennes pour le pompage de l'eau a été réalisée par la société Deyloul, une PME de Nouakchott. Au départ la société Deyloul ne faisait que le pilier, les autres pièces étant importées de la société Poncelet, près de Troyes. L'un des enjeux du programme a été de favoriser le transfert de technologie entre les deux sociétés. L'appui a porté sur la formation technique du personnel, la gestion commerciale, la promotion et des aides financières adaptées.

Concernant les éoliennes pour l'électricité, une machine de 250 W est en test en France et une dizaine d'installations devraient avoir lieu d'ici la fin 1994. A cette occasion le centre d'expérimentation, actuellement dans le Nord-Pas-de-Calais sera transféré à Nouakchott.

Pour en savoir plus :

- Espace Eolien Régional, 25 Boulevard Bigo Danel, 59000 Lille, tél : 20 09 41 75.
- GRET, 213 rue La Fayette, 75010 Paris, tél : (1) 40 05 61 61.

tants à entretenir ces systèmes» poursuit-il *«Si les pays ne sont pas en mesure de construire eux-mêmes ces installations, elles ne sont pas viables. Ce type de projet est toujours ressenti comme une aumône».*

Mais en Mauritanie, la participation communautaire a permis au projet d'être couronné de succès. Après une étude de faisabilité qui a déterminé que l'énergie éolienne était la solution la moins chère et la plus viable dans la région, les coordonnateurs du Projet Alizés ont mis sur pied un système efficace de participation communautaire. *«C'était notre base»* explique M. Mc Neill, faisant remarquer que 90 % des pièces détachées utilisées par le projet sont actuellement fabriquées en Mauritanie.

M. Edeline explique pourquoi le Projet Alizés a remporté un si grand succès : *«Les collectivités ont investi leur argent dans les équipements, elles s'en sentent donc beaucoup plus responsables que si elles les avaient simplement reçus. Grâce au projet, les villageois ont acquis de bonnes notions de gestion et ils ont compris la nécessité d'entretenir et d'utiliser correctement les systèmes».*

Tous ceux qui ont participé au projet du FEM affirment qu'ils ont tiré les leçons qui s'imposaient des erreurs du passé : *«Si un projet n'est pas bien conçu, comme ce fut le cas pour certains projets d'approvisionnement en énergie de substitution par le passé, le développement - et l'ensemble du processus - en*

souffre, après un tel échec, les gens ne croient plus au changement. C'est pourquoi il est de notre devoir de bien faire les choses» explique M. Mac Neill.

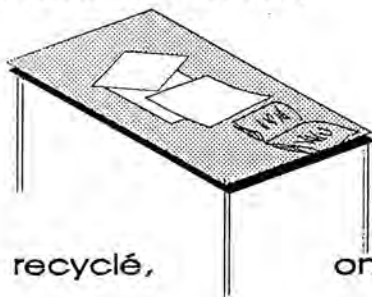
Ce projet offrira également une formation aux entreprises privées mauritaniennes pour s'assurer qu'elles disposent des ressources nécessaires pour fabriquer les pièces détachées et installer les systèmes éoliens. Bien que l'objectif initial du projet soit d'électrifier 100 villages au cours des quatre premières années, le but à long terme est d'aider la Mauritanie à acquérir la capacité d'appliquer cette technique sur l'ensemble de son territoire et de renforcer le secteur privé pour qu'il puisse poursuivre cet effort.

Selon M. Edeline, les communautés qui vivent dans cette région de Trarza balayée par les vents sont impatientes, tout comme le gouvernement, de voir le projet prendre forme : *«Le gouvernement lui accorde un soutien total et il a beaucoup contribué à sa conception. Le plus important maintenant est d'aider les populations rurales à comprendre les avantages qu'elles retireront du bon fonctionnement des turbines et les responsabilités qui leur incombent».*

Denise BARRICKLOW

(Texte repris de la revue «Choix» du PNUD)

Le Bureau est en bois,



Le papier est RECYCLE

Et du papier recyclé,

on en trouve à la Maison de l'Ecologie.

Vente en gros et au détail, sur place et par correspondance.
N'hésitez pas, faites votre rentrée sur PAPIER RECYCLE.

Maison de l'Ecologie
4, rue Bodin.
69001 LYON.
Tel: 78 27 29 82;
Fax: 78 28 57 78.

ENERGIE AU SUD

LE ZIMBABWE CAPTURE L'ENERGIE SOLAIRE

A trois reprises au cours de l'année écoulée, le Zimbabwe s'est retrouvé dans le noir à la suite d'une coupure de courant. Ces coupures ont été attribuées au fait que le niveau d'eau dans le barrage de Kariba était trop bas pour

leur maison d'un système solaire photovoltaïque qui n'est encore jamais tombé en panne. Ce système, d'une puissance de 45 watts, se compose de panneaux solaires, d'un système de contrôle de la charge électrique, d'une batterie, de lumières fluorescentes et de

Les Labana sont une des familles qui prennent part à la petite révolution de l'énergie solaire au Zimbabwe, pays dont les conditions d'ensoleillement sont idéales. Se branchant sur cette source d'énergie encore très mal exploitée, un nouveau projet d'énergie solaire financé par le fonds pour l'environnement mondial, FEM, contribuera à accélérer la diffusion de l'énergie solaire, tout en améliorant la technologie et en faisant baisser les prix.

La population du Zimbabwe compte 10,5 millions d'habitants dont 80 % vivent dans les régions rurales. Bien que le pays dispose d'un des plus grands systèmes de production d'électricité de l'Afrique subsaharienne, il n'a pas été en mesure de satisfaire les besoins en énergie de la grande majorité de la population, qui s'accroît, selon les estimations, au rythme de 2 à 5 % par an. Le Zimbabwe possède de larges réserves de charbon évaluées à 30 milliards de tonnes. Mais si le gouvernement décide d'étendre son réseau électrique pour satisfaire des besoins croissants en énergie en utilisant des sources conventionnelles, les dégâts causés à l'environnement seront alors irréparables.

Le projet du FEM, mis en œuvre actuellement avec un budget de 40 millions de francs, permettra d'équiper 9000 foyers de systèmes solaires photovoltaïques capables d'assurer leur éclairage et le fonctionnement de la radio et de la télé-

Un plan d'électrification photovoltaïque de 9000 foyers est en cours au Zimbabwe. S'appuyant sur la production locale, il devrait avoir de nombreuses conséquences sociales sur la vie des populations rurales, pour le moment privées d'électricité.

actionner les turbines de la centrale électrique voisine. Le niveau d'eau du barrage, la plus grande centrale électrique du pays, avait baissé à la suite d'une sécheresse qui a ravagé l'Afrique australe.

Mais quelques familles, comme les Labana, qui vivent près de Harare, dans le village rural de Domboshawa, n'ont pratiquement pas été touchées par ces coupures de courant. Alors que le reste du pays se languissait dans le noir, les Labana avaient toute la lumière nécessaire, car l'an dernier, ils ont investi 10 000 francs pour équiper

prises de courant pour la radio et la télévision.

«Lorsque nous avons installé le système l'an dernier, nos voisins ont pensé que nous commettions une erreur, qu'il ne fallait pas dépenser ainsi cet argent gagné à grand peine» explique Mme Labana «Mais maintenant, je suis heureuse de cet investissement, non seulement pour moi-même, mais également pour mes trois enfants qui vont à l'école. Leurs notes se sont améliorées depuis qu'ils peuvent passer davantage de temps à étudier».



Harare (Zimbabwe) : production d'unités photovoltaïques par la société Solarcomm.

vision. Un plan de crédit a été créé pour permettre aux propriétaires d'acquiescer ces unités et le secteur privé, qui recevra les équipements et la formation nécessaires, aura un rôle important à jouer dans ce projet : il sera chargé de fabriquer, d'installer et d'entretenir les systèmes, qui seront construits à l'aide de pièces détachées importées des Etats-Unis et d'Europe. Dans les régions retirées, les entrepreneurs locaux recevront une formation leur permettant de réparer et d'entretenir ces équipements.

Tout en aidant de nombreuses familles à éclairer leur logement pour la toute première fois, cette initiative offrira également un bon modèle à suivre pour les pays de la région qui ont besoin de trouver des moyens rentables d'accroître leur production d'électricité. Gibson Mandishona, qui dirige ce projet, affirme que d'autres

objectifs importants sont également poursuivis : *«Nous voulons nous attaquer au problème du réchauffement de la planète et des émissions responsables de l'effet de serre en prouvant la viabilité de l'énergie solaire dans les régions rurales du Zimbabwe, ainsi la nécessité d'étendre les réseaux électriques conventionnels sera moindre, ce qui limitera les émissions de gaz et de kérosène».*

Le Zimbabwe dispose de tous les atouts nécessaires pour le développement de l'énergie solaire et il convient parfaitement à ce projet de démonstration. Son niveau d'ensoleillement est parmi les plus élevés du monde, comparable à celui d'autres pays tels que le Koweït et le sud-ouest américain. Pourtant, rares sont ceux qui ont pu jusqu'à présent tirer parti de l'énergie solaire, essentiellement à cause de son coût prohibitif et de

l'absence de technologie appropriée. Grâce au projet exécuté par le FEM, le coût des unités solaires baisse car les pièces détachées sont importées hors taxes. Le prix de ces nouvelles installations est compris entre 3000 F pour une unité de 25 watts et 6000 F pour une unité de 45 watts, une somme bien inférieure aux 10 000 F versés par la famille Labana.

M. Mandishona souligne que, d'une part, les prix deviennent plus abordables et que, d'autre part, la qualité de la technologie s'améliore : *«Il est essentiel pour le succès de l'industrie de l'électricité solaire au Zimbabwe et pour le projet, que les systèmes installés soient d'excellente qualité et durent plusieurs années. Des normes de qualité ont été établies et les fabricants devront les respecter».*

Dans le passé, l'industrie de l'énergie solaire du Zimbabwe a été entravée par l'incapacité du secteur privé d'assurer la fabrication et l'entretien des installations, par l'insuffisance des ressources pour importer les techniques nécessaires et le manque d'unités disponibles. Des prix peu compétitifs, des commandes en suspens et l'absence de concurrence étaient à l'origine de ces problèmes, que le FEM s'efforce de résoudre grâce à ce projet.

Lorsque les gens commenceront à rembourser leur emprunt, le système de crédit sera réapprovisionné, ce qui permettra de consentir de nouveaux prêts aux propriétaires désireux d'acquiescer des installations solaires. Dans les cinq prochaines années, 25 000 logis ruraux pourraient avoir l'électricité.

M. Mandishona énumère les nombreux avantages du projet : *«Les unités solaires favoriseront l'apprentissage dans les écoles rurales. Les lampes à kérosène, le bois de feu et les bougies sont mauvais pour la vue, et la lumière qu'ils diffusent n'est pas favorable à la lecture».*

Grâce à la radio et à la télévision, les populations des régions rurales disposeront d'informations nouvelles. de plus, la



Le panneau solaire sur le toit de la maison des Labana.

lumière dans les foyers pourrait contribuer à faire baisser le taux de natalité des pays. «Les statistiques ont révélé que le taux de natalité est élevé lorsque les gens sont prisonniers de l'obscurité pendant de longues heures» affirme-t-il. «Au Zimbabwe, la plupart des gens se couchent vers sept heures du soir, alors que lorsqu'ils disposeront de l'énergie solaire, ils iront probablement au lit plus tard».

Ce projet pourrait également contribuer à la création de petites entreprises qui permettraient d'augmenter largement les revenus locaux. Déjà, à Domboshawa, les villageois se sont asso-

ciés pour acheter une unité solaire afin d'entreprendre un projet communautaire de manufacture d'uniformes scolaires : «La communauté est impatiente de commencer» affirme Mme Labana, «ce projet de couture ne nous rapportera pas seulement de l'argent, il nous permettra également d'économiser sur l'achat des uniformes».

Thelma Awori, représentante résidente du PNUD à Harare, affirme que les femmes bénéficieront de cet effort, ce qui n'est pas négligeable : «Electrifier les zones rurales en utilisant des sources d'énergie favorables à l'environnement est un grand progrès. Les

femmes voudront probablement créer de petites entreprises de boulangerie, de brasserie, de couture et d'élevage de volaille, qui fonctionneront toutes à l'énergie solaire» affirme-t-elle. «Une source d'énergie bon marché pour entreprendre de telles activités serait un grand progrès».

Le PNUD a demandé aux conseils de districts, à l'association de l'industrie solaire et aux ONG de participer à ce projet et, selon M. Mandishona, ils ont réagi avec enthousiasme.

Cette initiative a également permis de forger un partenariat avec le secteur privé du Zimbabwe, qui joue un rôle important dans ce projet. «Le monde entier a les yeux tournés vers ce projet qui permettra de déterminer si l'énergie solaire est valable ou non» affirme Mike Mollatt, directeur exécutif de Solarcomm, la plus grande fabrique de panneaux solaires photovoltaïques du Zimbabwe, «nous devons à tout prix réussir».

Barnabas THONDHLANA
Journaliste au Zimbabwe

(article repris de la revue
«Choix» du PNUD)

Pour faire bouger les choses, pour savoir qui interpeller, qui soutenir...

Lisez

Peuples en marche

Le rendez-vous mensuel de la solidarité internationale

Chaque mois :

- L'essentiel des actions des associations de solidarité
- Un dossier de réflexion (Tsiganes, Maghreb, Mexique, Tourisme et Développement...)
- Des infos pratiques

- L'abonnement-bienvenue : 140F
- Numéro gratuit sur simple demande



Peuples en marche
rapproche les
associations
et les citoyens
solidaires.

Peuples en marche
10 rue Lanterne.
69001 LYON

Peuples en marche est une publication de Peuples Solidaires et de Terre des Hommes France.

GUERANDE APPORTE SON GRAIN DE SEL AU BENIN

En 1988, si des producteurs de sel marin ont quitté leur presqu'île de Guérande, en Loire-Atlantique, pour la lagune béninoise, c'était à la suite d'une rencontre fortuite entre un paludier des marais salants, Alain Courtel, et une de ses amies, de

Mais les premiers utilisent comme seule source d'énergie le soleil et le vent, alors que les quelque 2000 productrices béninoises ont recours à la cuisson par le feu de bois, avec des arbres tels que les palétuviers. Comme l'explique l'amie d'Alain Courtel :

cela suffit pour produire le sel, pourquoi n'en irait-il pas de même là-bas ?»

Une petite délégation de Bretons se rend au Bénin et découvre la technique des djetato (= productrices de sel) : les femmes raclent des couches lagunaires chargées de sel. Cette terre est lessivée. La solution concentrée est mise dans de grandes bassines et portée au feu, pendant plusieurs heures, jusqu'à la cristallisation du sel. Quand les paludiers bretons parlent de leur sel solaire, les Béninois sont étonnés, sceptiques. «*Les premiers essais à la façon guérandaise n'ont pas bien marché*», explique Florent Noudahikpon, ingénieur agronome béninois en stage chez les paludiers de Guérande. «*Ils ont construit des endigages dans nos marais comme ils savent le faire ici depuis plus de mille ans. Mais chez nous, l'argile n'était pas bonne : elle n'était pas étanche et des crabes creusaient des trous. La récolte a été insignifiante*».

Les producteurs de sel de Loire-Atlantique et du Bénin utilisent tous deux des méthodes artisanales. Mais là où les premiers ne se servent que du soleil pour cristalliser le sel, les seconds ont recours au feu de bois. Une catastrophe pour l'environnement. Histoire d'un échange de technique positif.

Débuts difficiles

retour d'un séjour d'une année au Bénin. «*Cette amie s'était intéressée à la production du sel*», se rappelle Alain Courtel. «*Là-bas, ce sont plutôt les femmes qui font cette activité*».

Les paludiers - producteurs de sel - de Loire-Atlantique et les Béninoises ont en commun de produire le sel de manière artisanale, sans trop d'outils.

«*des forêts entières de mangrove disparaissent, peu à peu. Pour l'environnement, c'est une catastrophe*».

Partisan passionné de technologies «douces», Alain Courtel retourne le problème dans sa tête : «*Pourquoi les Béninoises utilisent-elles le feu ? Après tout au Bénin, comme à Guérande, il y a la mer, le vent et le soleil. Si ici,*

De part et d'autre, les producteurs ne se découragent pas. L'année suivante, les Bretons apportent des films plastiques noirs : recouverts d'argile et remplis de saumure à concentration saline de 80 à 100 grammes par litre, les petits bassins artificiels d'une dizaine de mètres carrés chacun gardent les oligo-éléments riches en magnésium et en calcium.

Avec leurs balais traditionnels, les Béninoises font de petites vagues en effleurant l'eau, pour éviter la cristallisation du sel. Le soleil, en chauffant, fait le reste : la première poignée de cristaux salins récoltée déclenche la fête. On tape le tam-tam, on danse, on boit le Sodabi (liqueur locale). La substitution de la production «par le soleil» à celle «par le feu» a marché.

En 1991, seules 12 femmes béninoises s'intéressaient à la méthode d'exploitation guérandaise. L'année d'après, le chiffre passe à 50. En 93, elles sont 160. Plus de 200 demandes sont enregistrées. Une association est née, Univers-sel, à la fois pour l'amélioration des techniques traditionnelles d'extraction du sel, à la fois pour l'appui commercial à la filière sel. C'est d'ailleurs ce dernier créneau qu'étudie Florent Noudahikpon, stagiaire quelques mois dans la coopérative guérandaise. *«J'apprends comment fonctionne la filière : approvisionnement, commercialisation, appui technique, gestion... Chez nous, c'est très différent, nous avons à trouver des fournisseurs de bâches plastiques compétitifs, à mettre en place des fonds de roulement, des groupements de productrices de sel solaire...»*

L'organisation

En 1993, les Béninoises ont mis en place deux comités chargés de réfléchir aux stratégies commerciales. Elles cotisent 2 F par mois à leur «structure d'appui à la filière sel» qui comprend déjà un technicien, un agent de développement rural, un volontaire du progrès (coopérant français) et Florent. De plus, les paludières suivent un cycle d'alphabétisation, pour garder la plus grande maîtrise possible de leur métier. Pour l'agronome béninois, l'assistance ponctuelle des Guérandais sera nécessaire pendant 3 ou 4 ans encore : *«Les structures se fortifient, le temps de la relève se prépare. Les femmes doivent d'ici trois ans pouvoir organiser seules l'exploitation et la commercialisation de leur production».*



En haut : production de sel ignigène (par le feu) selon les méthodes traditionnelles. **En bas :** production de sel solaire, dans le village de Dégoué (Bénin) après l'aide des paludiers de Guérande.

L'expérience est également bénéfique aux paludiers de Guérande : *«En 1988, on entendait dire que le métier de paludier était archaïque et sans avenir, explique le président des producteurs de sel. Pouvoir démontrer que notre méthode de travail était exportable et souhaitable était une opportunité formidable. En outre, le projet a été l'occasion d'un véritable échange. Nous avons beaucoup appris sur le plan humain et technologique. Nos certitudes sur l'étanchéité du sol sont ébranlées. Nous avons désormais une autre vision du marais. Et puis, on ne revient jamais indemne d'un voyage en Afrique».*

Pendant l'hiver 94, quatre paludiers se sont rendus en Guinée : les méthodes millénaires s'exportent. Une nouvelle aventure humaine et technologique commence.

Georges DURIEZ

Rédacteur en chef de la revue
«Peuples en marche»

Le mois prochain, la suite de ce dossier :

- Artisanat solaire au Burkina,
- Maisons bioclimatiques en Tunisie,
- Centre d'expérimentation au Mali,
- Microhydrolique au Zaïre.



PETITES PHRASES

«Au printemps prochain, dans les cafés parisiens, le café qui sera bu est celui qui pousse à Goma. Sur les arbustes le long de la route menant à Katala, les grains rougissent légèrement. Là sont étendus les morts.» Die Zeit 5/8/94.

PEROU : 600 000 HECTARES DE TERRES INDIENNES A SAUVER

70 % des terres indiennes de l'Amazonie péruvienne sont déjà exploitées. Dans le contexte libéral actuel, la seule solution pour sauver les 30 % (soit 600 000 hectares) serait pour les tribus indiennes Chayahuita de pouvoir les acheter. Avec la différence de niveau de vie, ces 600 000 hectares ne coûtent que 0,60 FF l'hectare ! Il faut donc réunir la somme de 360 000 FF. Une collecte est lancée au niveau international. On peut verser des dons auprès de :

- «Nouvelle Planète», CH 1042 Assens, en Suisse.
 - Nouvelle Planète, Sahel Vert, 68 rue Ehrburger, 68120 Pfostatt, tél : 89 50 56 88.
- En mentionnant au dos des chèques «600 000 hectares».

FOOTBALL : L'AFRIQUE TROP PAUVRE

Pour la récente coupe du monde de football, sur 37 pays africains qui devaient participer aux sélections du continent, 11 ont déclaré forfait car trop pauvres pour payer les rapatriements des joueurs partis à l'étranger et pour payer les voyages entre les pays. (source Alternatives Economiques, juin 1994)

MALI : DEMOCRATIE MENACEE

A la suite de la chute de l'ancien dictateur Moussa Traoré, les Maliens ont essayé de mettre en place un fonctionnement démocratique du pays. Mais les difficultés n'ont jamais cessé entre les populations «blanches» Touaregs du Nord du pays et les populations sédentaires «noires». Depuis 1991, jamais les six sièges réservés aux représentants du nord du pays n'ont pu être désignés. Plus grave, un groupe armé, présenté par le gouvernement malien comme un groupe de déserteurs, «Ghanda Boy», s'avère être, selon un rapport d'Amnesty International datant du 6 juin 1994, un commando de l'armée mallienne. Ce groupe a revendiqué plusieurs attaques dans le nord du pays dont le massacre de 17 civils dans la région de Gao en mai 1994. La presse d'opposition dénonce la dérive des problèmes économiques vers un conflit de nature ethnique : les Tou-

regs étant les boucs émissaires. Certaines ONG qui jouaient le rôle de tampon, ont dû quitter les lieux. On peut maintenant craindre l'explosion d'un conflit armé général. Des ONG essaient toutefois de convaincre le gouvernement d'organiser des élections libres dans le nord du pays et d'accepter le processus démocratique. Contact : Solidarité Enfants Nord-Sud, 2 rue du Bourget, 34300 Agde, tél : 67 94 29 85.

BENIN, TOGO : CULTURE DE PLANTES MEDICINALES

L'Institut régional de coopération-développement de Châlons sur Marne (Marne) soutient un projet de mise en culture d'une vingtaine d'espèces de plantes médicinales, en complément des activités de maraîchage traditionnel au Bénin et au Togo. Cette opération, mise en œuvre avec le soutien de la région Champagne-Ardenne, n'a pas un but directement médical. Il s'agit d'une opération d'aide au développement des «micro-initiatives locales» et de préservation du patrimoine naturel. Les partenaires de ce projet sont partis de l'intérêt de la population pour l'utilisation des plantes. Mais il existe des difficultés d'approvisionnement pour des plantes rares (et parfois menacées d'extinction), favorisant la mise sur le marché de pro-

BOYCOTT DE NESTLE : NON AU NESCAFÉ

Comme nous l'avons déjà longuement expliqué dans Silence, la diffusion de lait maternisé dans les maternités provoque de nombreuses maladies dans le Sud. Une directive de l'OMS reprise sous forme de directive par l'Union Européenne, interdit toute promotion de ce lait. Pourtant les grandes firmes continuent sous forme de cadeau à faire la promotion. Nestlé détient 40 % du lait maternisé. Pour l'obliger à cesser cette pratique, un boycott est en cours. Comme il s'avère trop difficile de boycotter toutes les marques de la firme, les animateurs de la campagne ont décidé de se concentrer sur un seul produit : le Nescafé. Du 21 mai au 26 mai, une randonnée en tandem a relié Londres à Lausanne (siège de Nestlé) pour annoncer cette nouvelle initiative. La campagne de boycott est suivie en France par Action pour l'allaitement, 19 rue de Dalhain, 67200 Strasbourg, tél : 88 27 31 72 et au niveau international par Baby Milk Action, 23 St Andrew's street, Cambridge CB2 3AX, Grande-Bretagne.

NANTES : ZOO HUMAIN

Pour 80 F, vous pouvez visiter le «Safari africain de Port-Saint-Père» près de Nantes. Au-delà des traditionnels fauves avachis, le parc s'est enrichi d'un «village bamboula» (c'est son vrai nom !) qui regroupe, autour de cases africaines, 27 Ivoiriens : musiciens et danseuses aux seins nus. L'idée de faire un zoo humain relève déjà d'une vision coloniale que l'on croyait révolue, mais en plus, les Ivoiriens sont payés au tarif de chez eux : 300 à 800 F par mois, ils travaillent 7 jours sur 7, dont sept mineurs de 11 à 18 ans, et ne sont pas autorisés à quitter l'enceinte du parc. Syndicats, associations d'immigrés et de défense des droits de l'homme se sont regroupés pour faire cesser cette pratique : Collectif Non à la réserve humaine c/o Asti, 24 rue Fourné, 44000 Nantes, tél : 40 47 00 22. (source : Peuples Solidaires, juillet-août 1994)

duits de mauvaise qualité. Une enquête auprès des guérisseurs, des récolteuses et des vendeuses, a permis de déterminer une vingtaine d'espèces dont la culture peut représenter un petit revenu d'appoint, en vue de l'utilisation familiale ou en médecine traditionnelle. Les biologistes, médecins et pharmaciens de l'université de Reims, associés à cette opération, n'ont pas voulu imposer les critères de la médecine occidentale, leur rôle se limitant à déterminer des critères de qualité et de non-nocivité pour le choix des plantes mises en culture. Pour en savoir plus : IRCOD, Hôtel de région, 5 rue de Jéricho, 51037 Châlons-sur-Marne. (source l'Impatient, juillet-août 1994)

LOI SURVIE : 424 SUR 577

424 députés sur 577 ont indiqué vouloir voter la «Loi

Survie» proposée par l'association du même nom. Loi qui redéfinirait ce qu'est l'aide apportée par la France aux pays du Sud. Malgré cela, rien n'oblige le gouvernement à inscrire le projet à l'ordre du jour : celui-ci reste souverain pour le choix des questions abordées. Contact : Survie, 57 av du Maine, 75014 Paris, tél : (1) 43 27 03 25.

AIDE ET ACTION : 50 000 PARRAINS

L'association Aide et Action, créée en 1980, propose à chacun de parrainer les études d'un enfant du Sud sur le principe que «quand un enfant ne va pas à l'école, c'est tout un peuple qui ne grandit pas». Le principe est simple : la personne qui parraine s'engage à verser 100 F par mois pendant la durée de la scolarité, l'enfant parrainé est en relation avec vous et vous pouvez suivre sa progression dans sa scolarité. En 1990, Aide et Action a reçu le prix Cristal qui récompense l'organisation non gouvernementale ayant le plus grande transparence dans sa gestion financière. En juin 94, l'association Aide et Action a fêté son 50 000ème parrain. Pour en savoir plus : Aide et Action, 67 boulevard Souff, 75592 Paris cédex 12.

PARIS : FONDATION TERRE D'AVENIR

Les 16 et 17 septembre se déroulera à la Cité des Sciences de la Villette, à Paris, le colloque «Fondation Terre d'Avenir» (destinée à soutenir des projets d'éducation au développement). Cette rencontre, organisée par le CCFD, comité catholique contre la faim et pour le développement, sera l'occasion de lancer la fondation et d'aborder une réflexion en profondeur sur le thème «interdépendances et solidarité : comment former des citoyens solidaires». Le colloque s'adresse aux associations, aux pouvoirs publics, aux organisations internationales, au monde de l'enseignement, aux médias, aux centres de recherche. Renseignements : Véronique Hordan, (1) 44 82 81 26.

CHASSEURS DE NUAGES

Les arbres sont capables de s'alimenter en eau uniquement par le captage de l'humidité de l'air par les feuilles. C'est en partant de cette observation que des équipes de chercheurs se sont intéressés aux possibilités de capter l'eau présente dans les brumes de certaines régions arides.

C'est une chercheuse chilienne, Pilar Cereceda, qui en 1980 tente de mettre en place des filets au-dessus d'un village situé en plein désert. Tout le long du Pacifique en Amérique du Sud, on a en effet une bande de désert par-dessus lequel passent les nuages qui s'en vont ensuite en altitude. Après de nombreux essais, le financement est enfin trouvé et l'installation au-dessus du village de Chungungo est réalisée en 1987. Les collecteurs, de simples filets de polypropylène de 48 m² chacun, sont tendus à 800 m d'altitude. Les filets gouttent dans une rigole qui amène l'eau dans un tuyau collecteur. Celui-ci rejoint ensuite le village. En dépit de la construction d'un pipeline de 6 kilomètres, l'installation a permis de doubler la quantité d'eau disponible dans le village pour un coût moindre que le système précédent : des livraisons d'eau par camions-citernes.

Sur la base de cette expérience, une autre expérience est menée au Pérou en 1990 par R. Schemenauer et P. Cereceda pour alimenter en eau la ville haute de Lima où s'entassent les pauvres dépourvus d'eau. Les premiers essais sont encore meilleurs qu'au Chili : il y a plus de brume et donc, on récupère plus d'eau. L'installation complète pour alimenter les 6000 habitants en eau coûterait entre 250 et 500 000 F, somme qui pour le moment n'a pas été réunie.

Un troisième site s'est ouvert à Shofar, dans l'Etat d'Oman, avec des résultats encore meilleurs. Les différences s'expliquent uniquement par le climat local.



Désert d'Atacama, en bordure de mer au Chili.

Ainsi, un m² d'installation permet de récupérer, en un an, 1100 litres au Chili, 1800 litres au Pérou, 2250 litres en Oman.

Des essais sont maintenant prévus dans une vingtaine d'autres sites dans différents pays (Honduras, Mexique, USA, Gibraltar, Yougoslavie, Angola, Ile du Cap Vert, Ile Ascension, Kenya, Namibie, Afrique du Sud, Iles Canaries, Soudan, Israël, Jordanie, Arabie Saoudite, Yémen, Inde et Australie).

D'autres méthodes de collectes sont aussi testées, notamment en utilisant des matériaux locaux. Beaucoup moins coûteux, ils ont aussi des rendements plus faibles.

Ce procédé pourrait être un moyen de lutter contre l'avancée des déserts. En effet, selon R. Schemenauer

«l'un des objectifs majeurs sera de permettre le reboisement des zones arides ; si l'on plante des arbres sur une colline et qu'on les arrose grâce à un système d'irrigation et de collecteurs de brouillard, on peut les abandonner lorsqu'ils atteignent quelques mètres de haut : ils feront alors eux-mêmes fonction de collecteurs, en absorbant l'eau dont ils ont besoin dans la pluie et le brouillard». L'implantation d'arbres permet alors de lutter contre l'érosion et pour la reconstitution d'un sol.

Pour en savoir plus : Robert Schemenauer, 4905 Dufferin Street, Downsview, Ontario, Canada M3H 5T4.

(source : Echos du Cota, juin 1994)



PETITES PHRASES

«L'effondrement de l'URSS a mis en lumière les liens qui existaient entre choix nucléaire et bureaucratie centralisée, totalitarisme politique, secret généralisé, absence de contrôles démocratiques et de débats contradictoires» de Christian Stoffaës, directeur à EDF, dans Commissariat Général du Plan, cité dans «L'économie face à l'écologie», La Découverte, 1993. C'est ce qui s'appelle une auto-critique !

BRESIL : MORT DU FERRAILLEUR DE GOIANIA

Le ferrailleur qui avait trouvé une capsule de césium 137 abandonnée dans une décharge de Goiânia en 1987 est mort à l'âge de 43 ans. Sa famille a porté plainte contre les trois médecins responsables de la négligence. A l'époque plus de 200 personnes ont approché cette capsule et sont actuellement suivies médicalement. (source : AFP, 13 mai 94)

ESPAGNE : ARRET DU PROGRAMME NUCLEAIRE

Après l'Allemagne, l'Espagne. Le gouvernement espagnol a pris, début juin, une décision encore plus radicale : non seulement le programme nucléaire est abandonné mais de plus, les trois centrales nucléaires en construction ne seront pas finies. Le gouvernement a prévu d'indemniser les compagnies électriques responsables de ces chantiers. Elles toucheront 2,8 milliards de francs pendant une durée pouvant aller jusqu'à 25 ans. Cette victoire est le fruit d'une intense campagne des mouvements écologistes espagnols qui ont non seulement insisté sur les dangers du nucléaire mais qui, en plus, dans un pays où le chômage atteint 20 %, ont démontré que toute autre choix énergétique entraînerait la création de plus d'emplois. Il reste 7 réacteurs nucléaires en fonctionnement. Le gouvernement a annoncé que la nouvelle politique énergétique s'appuierait à court terme sur le développement des centrales au gaz. Ce dernier devrait être importé pour une bonne part d'Algérie. En attendant la transition, l'Espagne importera du courant depuis la France (merci Golfech !). Parallèlement, l'Espagne poursuivra son effort dans le domaine des énergies renouvelables : des centrales éoliennes importantes sont déjà en construction actuellement.

Rappelons le bilan européen du nucléaire :

- pas de programme nucléaire en Irlande, au Danemark, en Grèce, au Luxembourg, au Portugal, en Autriche, en Norvège...
 - abandon du programme nucléaire en Italie, en Allemagne, en Suède, en Suisse, en Espagne, en Grande-Bretagne...
 - ralentissement du programme en Belgique, en France (on nous promettait 200 réacteurs en l'an 2000, il y en aura 57), en Hollande...
- Il faut être un nucléocrate convaincu pour croire à l'avenir du nucléaire.

VISITE A TCHERNOLAND

La marche antinucléaire organisée par For Mother Earth à partir de décembre (voir numéro 179/180) doit passer près de Tchernobyl. Pas de problème : les responsables locaux leur proposent une visite du site contaminé... moyennant finance ! En effet, des visites organisées sont maintenant proposées aux touristes. Moyennant 100 \$ (600 F) vous pouvez entrer dans la zone contaminée, approcher la centrale, disposer d'un guide traducteur, rencontrer des personnes contaminées et manger sur place des repas garantis non-radioactifs ! Plus con qu'Eurodisney, c'est possible !

ALLEMAGNE : ARRET DE LA PRODUCTION DU MOX

Après l'annonce par les différents partis allemands, au début de l'année, de l'abandon du programme nucléaire allemand (plus aucune construction de réacteurs et arrêt progressif des réacteurs en fonctionnement), Siemens, l'un des principaux industriels du nucléaire a annoncé, le 22 avril dernier, la fermeture de son usine pilote d'Hanau, pour la fabrication de combustible mixte plutonium-uranium, ou MOX. Cette décision fait suite à l'arrêt de l'installation depuis trois ans, à la suite d'un accident en 1991. La simple maintenance de l'installation coûtait 300 millions de francs par an. (source WISE, 3 juin 1994)

SITES DE DECHETS RADIOACTIFS REPERTORIES

Dans son rapport annuel, l'ANDRA, agence chargée de la gestion des déchets nucléaires, publie pour la première fois les sites militaires. Elle en a recensé 17 qui viennent s'ajouter aux 142 sites «civils» qui présentent une radioactivité globale supérieure à 500 millions de béquerels. A ces 159 sites, il faut ajouter encore 668 autres sites où l'activité est inférieure à 500

JAPON : DEMARRAGE DE MONJU ET RALENTISSEMENT DU PROGRAMME PLUTONIUM

Le nouveau gouvernement japonais connaît les mêmes difficultés pour se prononcer sur le programme surgénérateur que son homologue français. Il a donné, le 4 avril, le feu vert au chargement du surgénérateur de Monju (280 MW soit l'équivalent de Phénix). Celui-ci ne devrait pas produire d'électricité avant avril 1995. Par contre, Tokyo a décidé de mettre le hola au reste du programme. Ainsi, la construction d'un prototype surgénérateur de taille industrielle (l'équivalent de Superphénix), prévu pour la fin des années 90 est reporté au moins au début des années 2000. Quant à la version commerciale elle n'est plus programmée avant 2030.

Concernant le retraitement, l'usine de Rokkasho (équivalent de la Hague) est actuellement en construction, mais son démarrage annoncé pour le milieu des années 90 est maintenant reporté à 2001. Quant aux ateliers qui devaient retraiter le combustible usé des surgénérateurs et qui devaient fonctionner en 2001, leur construction est reportée au-delà de 2010. (source Nuke Info, juin 94)

millions de béquerels. Outre les sites des réacteurs nucléaires en service, on trouve les anciennes mines d'uranium, les centres de recherche, des sites industriels où les sources radioactives ont une utilité, des hôpitaux... Chaque année, 2000 sources sont fournies par l'ANDRA pour des demandes d'usages industriels. Les paratonnerres construits avant 1986 contiennent de l'américium ou du radium, certains détecteurs de fumée également. Toutes ces sources qui dispersent de la radioactivité sont autant de risques dont le suivi est aléatoire. L'ANDRA reconnaît que si l'inventaire doit être assez complet pour les utilisations récentes, elle n'est pas en mesure de retrouver les déchets abandonnés il y a plusieurs décennies.

LE SCPRI N'EXISTE PLUS

Le service central de protection contre les rayonnements ionisants, service dépendant du ministère de la santé, et dirigé depuis des lustres par le célèbre professeur Pellerin, celui-là même qui arrêta le nuage de Tchernobyl à nos frontières, n'existe plus ! On ne va pas s'en plaindre depuis

EDF ECLAIRE NOS NUITS

Vous êtes en pleine campagne, la nuit, et tout d'un coup au détour d'un virage apparaît un village violemment éclairé. Ce spectacle est visible partout. A Lyon, la ville est fière d'illuminer toute la nuit plus de 300 monuments... D'où vient cette subite folie de l'éclairage de nuit ?

Réponse : des contrats sont passés entre EDF et les communes. Selon les communes, nous avons trouvé des contrats où EDF paie entre 50 et 100 % des frais d'installation, la consommation électrique étant ensuite à la charge de la commune.

Pourquoi ce soudain intérêt d'EDF pour la « culture » de nos villages et de nos monuments historiques ? La nuit, nous n'avons pas besoin d'autant d'électricité alors que les centrales nucléaires produisent toujours autant. Tant que le nucléaire était relativement marginal, on pouvait arrêter les barrages hydrauliques, les centrales au gaz très facilement pendant la nuit et les remettre en marche le jour. Mais maintenant, avec 70 % de production électrique nucléaire, ce n'est plus possible : on ne peut pas monter et descendre la puissance d'une centrale nucléaire aussi facilement et cela l'use très rapidement.

Vous voulez freiner le programme nucléaire ? Battez-vous dans vos communes pour faire éteindre les illuminations nocturnes. Une loi sur les économies d'énergie passée dans les années 70 prévoyait l'interdiction des illuminations après 10 heures du soir. Quelqu'un sait-il si cette loi est toujours en vigueur ?

le temps qu'on dénonçait son inefficacité. Mais par quoi est-il remplacé ? Par rien. Un service perdu dans le ministère... et, ne riez pas, un devoir d'« auto-contrôle » des industriels du cycle du nucléaire. Plus besoin d'arrêter le prochain nuage radioactif : il va s'autocontrôler lui-même ! C'est beau le progrès !

GARD : OPPOSITION AUX DECHETS

Le Gard, autour de Marcoule, reste l'un des derniers bastions des pro-nucléaires (voir Silence n°176). Toutefois, l'arrivée probable d'un laboratoire d'étude sur l'enfouissement des déchets semble provoquer des réactions dans la population. Un collectif vient de voir le jour pour structurer l'opposition à l'arrivée des déchets : Collectif Gardois contre l'enfouissement des déchets radioactifs c/o Vivre, BP 2, 30700 Montaren.

DROME : RADIOACONTROLE EN JUSTICE

Fin 1993, la CRIL-Rad, commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité, mesurait une contamination importante sur le site de Radiacône à Pierrelatte (voir n°177). De faux certificats de décontamination permettaient de disperser du matériel contaminé, en infraction totale avec la loi. Une enquête judiciaire est aujourd'hui en cours. Le n°2 de l'Info-Criirad présente tout le dossier et une analyse critique des rapports officiels successifs. Il peut être commandé (30 F + 7 F de port) auprès de la CRIL-Rad, 471 av. Victor Hugo, 26000 Valence.

CHOOZ : VERS LE DEMARRAGE DE NOUVELLES TRANCHES

Lancées en 1982, les tranches B1 et B2 du site nucléaire de Chooz, dans les Ardennes, à la limite de la frontière belge, devraient bientôt démarrer. L'autorisation a été soumise à enquête publique du 1er mai au 16 juin 1994... sans avertir le gouvernement belge qui a dû faire une demande du



NOGENT-SUR-SEINE : LE VOYAGE DES BALLONS

Lors du passage de la marche Malville-Matignon, le 26 avril dernier, un millier de ballons accompagnés d'une cartèreponse ont été lâchés devant le site de Nogent-sur-Seine. 35 cartes sont revenues au comité : 14 ballons sur 11 communes dans l'Aube, 18 ballons sur 11 communes dans la Marne, 1 ballon dans la Haute-Marne et bizarrement deux ballons dans l'Ain. Reportés sur une carte, ces lieux donnent une belle courbe qui part d'abord vers l'Est avant de plonger vers le Sud. Ce jour-là, si un accident grave avait eu lieu à Nogent-sur-Seine, les villes de Troyes, Langres, Dijon, voire Lyon, auraient ramassé le nuage radioactif. Et champagne pour tout le monde : la production de ce vin aurait été complètement contaminée ! Paris épargné ? Pas vraiment : les pompages d'eau potable de la capitale auraient été sous le nuage... sans parler de la Seine qui coule dans le sens Nogent-Paris.

Contact : Comité Stop-Nogent, BP 245 75227 Paris cédex 05.

registre d'enquête alors que des communes belges sont à moins de 10 km du site ! Malgré un essai de mobilisation des Verts et d'Ecolo (Belgique), le résultat n'a pas été réjouissant : seulement 400 personnes du rayon d'enquête ont signé une lettre demandant que, comme pour Kalkar (Allemagne), Tullerfeld (Autriche), Lemoniz (Espagne), Montalto et Cirene (Italie),

les nouveaux réacteurs, bien que finis, ne soient pas mis en marche. Actuellement, il ne reste que Golfech 2 (vers Agen), Civeaux 1 et 2 (vers Poitiers), Chooz B1 et B2 et Sellafield (Grande-Bretagne) comme centrales en construction dans toute l'Europe. Contact : Verts Ardennes, galerie Ducale, 10 rue Irène Carré, 08000 Charleville-Mézières, tél : 24 59 91 26.

SUPERPHENIX

LA MAFIA NUCLEAIRE GAGNE UNE BATAILLE

La démocratie a encore été bafouée par la mafia nucléaire. Alors que le gouvernement nous berce doucement dans les promesses d'un débat sur l'énergie à la rentrée, les choses sont déjà jouées pour ce qui concerne l'avenir de la filière du plutonium. Les travaux de l'usine

site en installation nucléaire de base, le 13 juillet, et le second définissant les conditions de fonctionnement le 3 août. Dès le 4 août, la NERSA, propriétaire de Superphénix, annonçait que la réaction nucléaire était amorcée.

Rien ne semble donc pouvoir arrêter le lobby nucléaire dans

Michel Barnier,
super-menteur

Le ministre de l'environnement l'a répété dans de multiples interviews : il ne donnerait pas l'autorisation de redémarrer s'il avait le moindre doute sur la sécurité à Superphénix. Pourtant dans son édition du 20 juillet 94, une semaine après la publication du premier décret, le Canard Enchaîné rendait public des extraits d'un rapport interne d'EDF datant d'avril 94 dénonçant la présence de nombreuses **zones chaudes** dans le réacteur (une zone chaude est une zone où les travailleurs sont fortement exposés à la radioactivité suite à des contaminations antérieures) et des **insuffisances dans la maîtrise des feux de sodium**. Mr Michel Barnier n'a que faire de ses promesses et de ses engagements locaux et nationaux : il ne doit pas lire le Canard Enchaîné. Souhaitons à notre élu savoyard bonne santé pour son probable compte bancaire en Suisse.

**De réacteur expérimental
en laboratoire**

Superphénix change régulièrement de statut. De premier réacteur de taille industrielle, il est devenu, pannes obligent, réacteur prototype au cours des années 80. Dans ce nouveau décret de «reclassement», il devient «laboratoire d'expérimentation». On remarquera que le mot laboratoire sonne bien. Si je vous dis «laboratoire

Alors que 96 % des avis recueillis pendant l'enquête publique sont défavorables, que les sondages donnaient 70 % des habitants de la région Rhône-Alpes contre le redémarrage, que 200 000 personnes ont écrit au gouvernement pour demander l'arrêt du surgénérateur, deux décrets pris le 13 juillet et le 3 août ont permis le redémarrage de Superphénix.

Mélox se poursuivent à Marcoule et le Conseil d'Etat a débouté les opposants pendant l'été de leurs ultimes recours. Les ateliers d'extension de la Hague pour le retraitement de La Hague sont entrés en fonctionnement et, profitant de l'été, le gouvernement a promulgué les deux décrets nécessaires au redémarrage de Superphénix. Le premier reclassifiant le

son entêtement. Pas un seul de nos élus (à part les écologistes) n'a dénoncé ce scandale, tous adoptant la sage position de l'autruche pour ne plus entendre parler de ce dossier. Seule exception notable dans la presse locale : une réaction du MRG de Villeurbanne qui a demandé que l'on arrête les frais. Tazieff, le gâteux, a affirmé qu'il n'y avait pas de danger !

pour l'étude sur l'enfouissement des déchets», c'est quand même mieux que «décharge et bombe à retardement sous vos pieds». C'est l'art de la communication... mais pas seulement. En devenant laboratoire et non plus réacteur nucléaire, Superphénix échappe ainsi aux procédures très contraignantes qui, au niveau international, contrôlent les réacteurs nucléaires. Ainsi, un certain nombre d'obligations vont tomber. Notamment, le réacteur pourra s'arrêter et redémarrer sans en informer personne. Un arrêt ne sera plus qu'une expérience. Un cycle de pannes devient un cycle d'essais et le tour est joué.

Dans la crainte de la panne

Avec une centaine d'arrêts d'urgence depuis 1986 dont quatre incidents graves, on ne voit pas comment le réacteur, si déficient, pourrait se faire une nouvelle jeunesse. A la télévision, un ingénieur d'EDF explique ce qu'est un surgénérateur : «imaginez une voiture qui aurait plus d'essence dans son réservoir à l'arrivée qu'au départ». Outre que cette image est fautive (si le surgénérateur a effectivement plus de plutonium à l'arrivée, il a consommé de l'uranium au passage), acheteriez-vous une voiture d'occasion constamment en panne si le vendeur vous affirmait que maintenant il n'y aura plus de pannes ? Il y a donc fort à parier que l'on assistera bientôt à une nouvelle panne. Espérons qu'elle ne sera pas plus grave que les précédentes. Il y a toujours 5000 tonnes de sodium dans le cœur... et 100 kilos ont suffi à provoquer un



Marche Malville-Matignon : en haut, manifestation à Genève (3000 personnes), en bas, manifestation à Bar-le-Duc (800 personnes).

accident avec mort d'homme à Cadarache, fin mars 94. Il y a toujours 5 tonnes de plutonium alors que la bombe de Nagasaki n'en contenait que 5 kilos.

Plainte pour «mise en danger de personnes»

En cas d'accident grave, qui serait responsable ? S'appuyant

sur les articles 223-1 et suivants du nouveau code pénal, plusieurs associations adhérentes des Européens contre Superphénix ont déposé plainte dès le 5 août contre Balladur, Bosson, Barnier, Longuet, les ministres ayant signé les décrets, et contre la NERSA pour «mise en danger des personnes» et «expérimentation sur des personnes humaines sans avoir recueilli le consentement des intéressés»... Des plaintes ont été déposées à Annemasse par des Genevois et à Grenoble par la FRAPNA. Ce n'est pas la seule action en justice engagée. Les communes suisses et de multiples associations ont déjà porté plainte au printemps contre la validité de l'enquête publique de 1993... mais la justice est bien lente.

Les Européens contre Superphénix devraient, dès septembre, diffuser un modèle de

SOYONS LOGIQUE !

Le 2 août, l'atelier UP800 de La Hague est mis en route pour procéder à l'extraction du plutonium des déchets nucléaires provenant des centrales PWR.

Le 3 août, le surgénérateur Superphénix est remis en route avec une nouvelle mission : étudier comment se débarrasser du plutonium dont on ne sait plus que faire.

Qu'on nous explique : pourquoi l'extraire d'un côté pour le détruire de l'autre ? Réponse (probable) : les militaires veulent pouvoir disposer des outils nécessaires à la gestion de leur stocks de plutonium et préfèrent évidemment le faire passer sur le dos du «nucléaire civil» pour éviter que l'on dise que l'armée coûte trop cher.

plainte que les associations et les personnes pourront signer et porter dans leurs tribunaux. L'idée étant de poser le problème des responsabilités de nos dirigeants par la multiplication des plaintes.

A quand une opération «mains propres» ?

Tout au long de leur marche du printemps, les opposants ont rencontré des élus. Tous ces élus vous affirment, la main sur le cœur, que Superphénix est une erreur, qu'il faut savoir cesser ce gaspillage financier et cette menace d'accident. Et pourtant le décret finit par sortir... Comment ne pas penser à la corruption ? Comment ne pas être inquiet sur l'avenir de la démocratie face à la mafia nucléaire ? Evidemment, aucun élu ne veut confirmer par écrit ce qu'il dit par oral. Pourquoi Michel Barnier se renie-t-il ? Pourquoi Charles Million se tait-il ? Où sont passées les belles déclarations de Bosson ? Et combien d'autres ?

Les Européens contre Superphénix réfléchissent à une campagne dirigée directement sur les élus locaux et les députés pour leur demander s'ils trouvent normal que la population, ni par les enquêtes publiques, ni par les élus, ne puisse s'opposer à un projet nucléaire. Cette campagne pour une modification du fonctionnement des enquêtes publiques pourrait d'ailleurs devenir une campagne beaucoup plus large et rejoindre celle des opposants au tunnel du Somport, aux projets autoroutiers... Là aussi, il faut rédiger un modèle de lettre (ou de cartes) à envoyer à nos élus. La campagne pourrait être lancée le plus largement possible d'ici la fin de l'année.

D'autres actions possibles

Une autre campagne possible porterait sur la présence d'EDF dans les établissements de l'éducation nationale. Actuellement, EDF diffuse de multiples films et documents pédagogiques qui sont des chefs d'œuvre de propagande pro-nucléaire. Des contacts



Arrivée de la Marche : en haut, die-in sur la place de la Bastille, en bas, départ en direction de la gare de Lyon.

vont être pris avec les parents d'élèves pour qu'une action soit faite demandant qu'aucune intervention d'EDF ne puisse se faire sans la présence d'une association de promotion des énergies renouvelables. Là aussi, cette action ne concerne pas seulement Superphénix mais l'ensemble du domaine énergie. Ce pourrait être l'une des revendications à mettre en avant si un minimum de débat sur l'énergie a lieu.

Un dernier axe serait la promotion des énergies renouvelables et des économies d'énergie (scénario détente, politique énergétique dans les autres pays de l'Europe, potentiel des différentes énergies douces). Différentes idées ont été mises en avant : exposition tournante de matériel «énergies renouvelables» et l'idée d'une nouvelle marche a même été évoquée.

L'argent est le nerf de la paix

Le collectif des Européens contre Superphénix a malheureusement laissé beaucoup d'argent dans l'organisation de la marche du printemps et dans les multiples actions qui l'ont accompagnée depuis l'enquête publique. Sur un budget total de près d'un million et demi de francs, le collectif s'est retrouvé au début de l'été avec un trou d'environ 100 000 F. La première chose que vous pouvez faire, c'est les aider à boucher ce trou qui handicape la suite de la campagne.

Michel BERNARD

Contact : Les Européens contre Superphénix, 4 rue Bodin, 69001 Lyon, tél : 78 28 29 22, CCP 548 64 H Lyon.



SOCIÉTÉ

PETITES PHRASES

Rappel à Charles Pasqua : «*Si les richesses ne vont pas aux hommes, les hommes iront aux richesses*» d'Alfred Sauvy. (cité dans Hommes et Migrations, juillet 1994)

ITALIE : BAISSÉ DE LA POPULATION

Pour la première fois, en dehors des périodes de guerre, l'Italie connaît une baisse de son nombre d'habitants : en 1993, les 543 433 morts ont dépassé les 538 168 naissances. L'Italie est l'un des pays où la contraception est la mieux contrôlée. Pauvre Pape: nul n'est prophète en son pays !

ALLEMAGNE : DEPENALISATION PARTIELLE DU HASCHICH

Après l'Italie qui en 1993, par référendum, a dépenalisé la consommation du haschich, c'est au tour de la Cour constitutionnelle d'Allemagne à reconnaître que si le commerce en est interdit, on ne peut empêcher la consommation de drogues qui relève d'une liberté individuelle. En conséquence, la détention de haschich pour son usage privé n'est plus un délit. Dans l'Union Européenne, cela ne reste donc un délit qu'au Luxembourg et en France.

COORDINATION RURALE : A L'EXTREME DROITE

Certains ont pu croire que la coordination rurale qui avait organisé le blocus de Paris lors des négociations du GATT, allait donner une nouvelle dynamique au mouvement syndical paysan. Cette coordination, dont le financement a été assuré en partie par Jimmy Goldsmith, le co-listier de Philippe de Villiers sur la liste Pour une autre Europe, a fini par basculer à l'extrême-droite : la FFA, fédération Française de l'Agriculture, petit syndicat d'extrême-droite ayant décidé de fusionner avec la coordination rurale. Des lecteurs nous avaient déjà signalé la présence de membres du Front National en son sein (voir courrier dans le numéro d'avril). Cette dérive devrait conduire les groupes écologistes anti-Gatt à prendre leurs distances avec ce mouvement.

VIENS CHEZ MOI, J'HABITE CHEZ MES PARENTS

Lors du recensement de 1982, 93 % des hommes et 90 % des femmes de 18 ans habitaient chez leurs parents. En 1990, ce sont 95 % des hommes et 93 % des femmes. A 24 ans, en 1982, 38 % des hommes et 19 % des femmes restaient dans

le home parental contre 47 % des hommes et 28 % des femmes en 1990. Ces chiffres montrent que les femmes ont toujours quitté plus jeunes leurs parents... mais qu'aujourd'hui, ce départ est de plus en plus retardé. Ce phénomène est particulièrement accentué chez les étudiants, les chômeurs, les militaires du côté masculin et chez les étudiantes du côté féminin. C'est chez les cadres, les agriculteurs et les artisans que l'on reste le plus longtemps, chez les ouvriers et les employés que l'on part le plus vite. (source INED)

HAUT DE SEINE : POLICE MUNICIPALE RACISTE

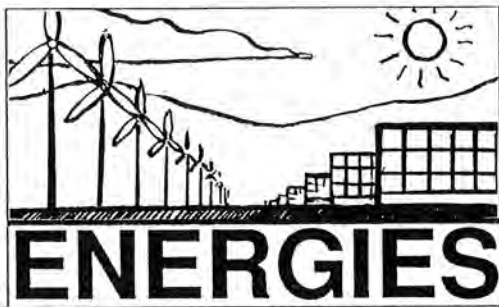
Les polices municipales ont des pouvoirs limités... mais déjà une réputation pas toujours très claire. William Poiteaux appartient à la police municipale de Courbevoie dans les Hauts-de-Seine. Au printemps 1990, il refuse les consignes de sa supérieure qui lui demande de verbaliser arbitrairement un commerçant d'origine étrangère : «C'est un Arabe, il n'a rien à faire ici, qu'il retourne d'où il vient». Il est alors licencié. Dénonçant le racisme pratiqué à Courbevoie, il fait signer des pétitions aux commerçants et obtient le soutien des associations antiracistes pour porter plainte pour licenciement abusif. Il donne des interviews jusque dans la presse étrangère. Bizarrement, à cette époque, son appartement brûle à deux reprises, il est victime d'un cambriolage et sa voiture est dévalisée. En mars 1992, il est sérieusement interrogé par la police qui le soupçonne d'une série de braquages. On l'avertit pendant cet interrogatoire : «arrête ta campagne de presse et tout ira bien pour toi». Il faut dire que le policier a révélé l'influence d'une personnalité impliquée dans l'affaire de la tour BP, la présence du personnel politique local avec l'ancien SAC (dont Pasqua fut l'un des dirigeants), voire des militants d'extrême-droite. Il aurait également mis à jour un système de contraventions parallèles qui n'aboutissent pas au Trésor public. Après 4

MAC DONALD'S CONTESTATIONS

A Lyon, depuis deux ans, la CFDT se bat pour obtenir la constitution de comité d'entreprise dans les Mac Do. La direction a refusé en disant que ce n'était obligatoire qu'à partir de 50 salariés... et que les magasins sont sous franchise. La CFDT a gagné un procès en 1993 où le tribunal reconnaît que les magasins franchisés représentent un seul établissement. Avec 24 000 salariés en France, Mac Do va-t-il se plier aux lois sociales françaises ? Pas sûr ! En juin, onze établissements de la région lyonnaise organisent donc des élections sous le contrôle de l'inspection du travail. Sur 6 délégués élus, 1 est de la CFDT et les 5 autres des indépendants. La direction du travail intervient et les onze directeurs sont mis en examen, fin juin, pour menaces sur les salariés. Le 9 juillet, à la suite d'un licenciement d'un cadre au centre commercial de Massy, Mac Do se heurte à sa première grève. Un tract dénonce l'esclavage au XXème siècle et parle de discriminations raciales. La direction nationale se déplace pour réaffirmer qu'elle refuse la discrimination et qu'elle respecte le droit social. Alors esclavage ou non ? Les chiffres sont éloquentes : l'ancienneté moyenne des salariés de Mac Do est inférieure à un an ! Il y a pourtant peu de licenciements : si une personne gêne, la direction lui fait faire des modifications de planning de plus en plus rapides... jusqu'à ce que le jeune parte de lui-même... Et ainsi, il ne touchera pas le chômage. A Toulouse, un mouvement anonyme a clairement résumé la situation en s'attaquant à la pancarte des Mac Do présente devant chaque établissement : une sorte de clown qui tient la main en l'air pour vous signaler d'arrêter : la nuit, ce groupe coupe tous les doigts de cette main en ne laissant que l'index. Le geste est expressif !

TOUJOURS PLUS RICHES !

Selon les études de l'INSEE, entre 1970 et 1992, la valeur du patrimoine possédé par l'ensemble des Français (immobilier, voitures, électroménager...) a été multipliée par 8,3 en francs courants. Le pouvoir d'achat a, lui, été multiplié par 1,9. Cela traduit une réalité : notre consommation s'est considérablement accélérée... mais surtout les inégalités se sont multipliées quand on voit le nombre de sans-logis, de chômeurs, de précaires quel'on rencontre aujourd'hui.



PETITES PHRASES

«...Car le soleil brille de façon fidèle et inépuisable déjà depuis des milliards d'années. En 15 minutes il envoie mille fois plus d'énergie productive sur la planète Terre que ce que ses habitants utilisent en un an.

A l'aide des cellules photovoltaïques disponibles aujourd'hui les pays industrialisés pourraient tirer 170 fois plus d'énergie que ce qu'ils produisent avec les énergies fossiles et nucléaire.»

Hermann Scheer,
Natur Magazin Juillet 1994.

TOITS ET MURS SOLAIRES

Les Japonais développent depuis quelques années des «tuiles solaires» faites de verre et de silicium et qui s'emboîtent les unes aux autres pour donner des panneaux photovoltaïques. Si le procédé est encore assez coûteux, il arrive à être rentabilisé grâce aux économies faites sur la construction du toit.

L'idée de développer des capteurs directement dans les matériaux de construction est à l'origine d'une nouvelle méthode mise au point par l'Institut de microtechnique de Neuchâtel (Suisse). Les chercheurs ont réussi à déposer du silicium sur de l'aluminium malgré les différences de dilatation entre ces deux composants. Cette méthode laisse espérer que demain l'on puisse produire de l'électricité solaire directement à partir de tels matériaux. Les expériences donnent un rendement de 8 à 10 % très correct pour un prix de revient deux à trois fois moindre que les traditionnels capteurs photovoltaïques. Chaque année, en Suisse, l'aluminium couvre 2 millions de mètres carrés de façades et de toitures... de quoi développer le processus à grande échelle. (source L'Hebdo de Lausanne, repris dans Courrier International du 5 mai 1994)

Photo : Sanyo



ARGENTINE : 500 MW EOLIENS

La compagnie d'électricité argentine ESEBA, de Buenos Aires, vient de commander chez le fabricant danois Micon pour 500 MW d'éoliennes (soit l'équivalent de la moitié d'un réacteur nucléaire). (source Tam-Tam, juin 1994)

PHILIPPINES : DEVELOPPEMENT DE LA GEOOTHERMIE

Le sous-sol de Manille est riche en chaleur. Or c'est dans cette région qu'est concentrée la plus grande partie de l'industrie du pays. Manquant d'électricité, le gouvernement philippin a donc lancé un programme géothermique à hauteur de 1,3 milliard de dollars pour la construction de centrales géothermiques. Cela devrait placer les Philippines en tête des utilisateurs de cette forme d'énergie. (source Banque Mondiale, 9 juin 94)

FORMATION : GESTION DES ENERGIES RENOUVELABLES ET ENVIRONNEMENT

Le centre international des énergies nouvelles, CIEN, et le GRETA des Hautes-Pyrénées organisent pour la deuxième année le stage «gestion des énergies renouvelables et de l'environnement». Ce stage de 466 heures de cours et 234 heures en entreprise, s'adresse aux demandeurs d'emploi, salariés d'entreprise, animateurs techniques, ayant un bac technique ou bac+2. Il comprend quatre modules : 1 - approche globale de l'énergie et de l'environnement, électricité, électronique, électrotechnique, thermique du bâtiment, chauffage, régulation, économies d'énergies, etc...

2 - architecture bioclimatique et habitat solaire, solaire thermique, systèmes photovoltaïques, éoliennes, pico et microhydroélectricité, chauffage bois...

3 - Environnement, technologies liées à la protection de l'environnement.

4 - Aspects économiques et comptables, techniques de communication, marketing, recherche de projets.

Ce stage se déroulera de novembre 94 à avril 95. Participation financière selon la situation des stagiaires. Renseignements : CIEN, ZI Bastillac Nord, 65000 Tarbes, tél : 62 93 93 13 (Ivan Pujol)

LE COUT ENERGETIQUE D'UNE TOMATE

Si vous consommez des tomates de votre jardin ou achetées à un producteur sur le marché, cultivées en plein air, vous consommerez en moyenne 0,05 litres de pétrole par kilo.

Si vous consommez des tomates cultivées chez un producteur, mais sous serre chauffée, vous consommerez 2,45 litres de pétrole par kilo.

Si vous consommez des tomates importées par avion des îles Canaries, vous consommerez 4,66 litres de pétrole.

Pour économiser l'énergie, consommons localement. (source : Panda, 2ème trimestre 1994)

ILE DE FRANCE : VALORISATION DE L'ELAGAGE

Selon une étude menée en Ile-de-France par Biomasse-Normandie, 1230 entreprises d'élagage ou de paysagistes produisent annuellement 380 000 tonnes de déchets végétaux : 250 000 tonnes de tontes, feuilles, tailles de haie, et 130 000 tonnes d'élagage d'arbres (ceci ne prend pas en compte les déchets des particuliers). Ces déchets aboutissent pour 55 % dans des décharges contrôlées, 17 % sont brûlés à l'air libre, 13 % finissent dans des dépôts sauvages et enfin 15 % sont valorisés. Cette valorisation est surtout faite par compostage. Cette valorisation est récente : il s'est créé une douzaine de sites de compostage depuis trois ans. Ces composts vont ensuite aux agriculteurs. En ouvrant d'autres sites de compostage, il est possible de récupérer entièrement les déchets végétaux et même de prévoir une collecte des déchets des particuliers. Outre éviter de créer des décharges, l'utilisation de compost par les agriculteurs permet une diminution de l'usage des engrais, qui non

seulement sont polluants mais aussi fortement consommateurs d'énergie. (source Energie Verte, avril 94)

BAS-RHIN : CHARGEURS SOLAIRES

Les élèves du Collège de Villé ont décidé de faire la promotion des chargeurs de piles solaires. On peut obtenir les tarifs en écrivant à : Hubert Jaeger, Collège de Villé, 4 rue Bellevue, 67220 Villé.

BRETAGNE : ETUDE DE QUATRE SITES EOLIENS

Suite à un appel d'offre de l'Union Européenne, la région a proposé 4 sites pour l'installation de fermes éoliennes identiques au projet de Dunkerque (9 éoliennes totalisant 4 MW). Ces quatre sites sont ceux de Plouyé sur la commune de Brennilis, Plourin-Ploudalmézeau, Plomeur ou Penmarch dans le pays bigouden et Brest (technopole ou Moulin-Blanc). La région va entamer en septembre une étude de 6 mois pour consti-

tuer les dossiers. Si les dossiers sont acceptés, les travaux pourraient commencer dès 1995. Contact : Eoliennes en Bretagne, Avel Pen ar Bed, 28 Kéraliou, 29470 Plougastel Daoulas.

BRETAGNE : CENTRALES AU FUMIER DE VOLAILLE

La directive européenne contre la pollution par les nitrates menace les élevages de porcs et de volailles concentrés en Bretagne. Pour éviter des mesures d'épuration excessivement coûteuses, les élus ont créé une structure destinée à étudier l'implantation d'une centrale électrique fonctionnant au gaz de fumier. Celle-ci pourrait atteindre 35 MW et voir le jour en 1997. Une centrale du même genre de 12,5 MW existe déjà en Grande-Bretagne. Le coût est estimé à 400 millions de francs et permettrait d'utiliser 350 000 tonnes de fumier par an. (source Le Télégramme de Brest, 28 juin 1994)

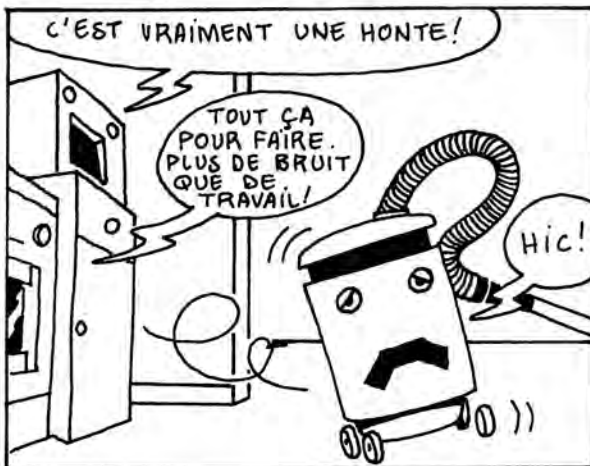
MANCHE : PAS D'EOLIENNES A LA HAGUE

La communauté européenne proposant des aides financières pour l'implantation de fermes éoliennes en Europe, la commune de Vauville, dans la Manche, particulièrement bien exposée aux vents, et proche du centre de retraitement des déchets nucléaires de La Hague, a demandé, en 1993, une révision de son plan d'occupation des sols pour pouvoir se porter candidate. Le projet prévoyait la construction de 8 éoliennes de 500 kW sur les Monts Forêts, en bordure d'une route existante, invisible du littoral. Le projet été présenté par l'entreprise Tramontana qui aurait revendu le courant à EDF. La présence de la centrale nucléaire de Flamanville et du centre de la Hague avait l'avantage qu'il était extrêmement facile de se connecter au réseau vu le nombre de lignes électriques entre la centrale et le centre de retraitement. La préfecture de la Manche a répondu négativement, le 2 juin 1993, sous prétexte que le site de la Hague est un site classé et que les éoliennes allaient avoir un impact négatif sur le paysage ! Pendant ce temps EDF prévoit la construction de deux nouvelles tranches à Flamanville avec son lot de pylones... qui eux ne sont pas gênants pour le paysage ! Didier Anger, élu vert, a alors demandé des explications à EDF qui a répondu, en novembre 93, «qu'elle reste favorable au développement d'un projet de ce type» mais «il semble que cette entreprise n'ait pas recueilli la totale adhésion des habitants et des élus des communes avoisinantes». Fin décembre 1993, le district des Pleux proposait un nouveau site de 20 hectares à Heauville, 7 km plus au sud de Vauville, en dehors de la zone de protection du cap de la Hague. Pour le moment, la société Tramontana, échaudée, est partie sur d'autres projets... A suivre.

Tous les mois, une fiche pratique sur les moyens de maîtriser l'énergie, extraite de la BD «Le nucléaire détrôné» (voir bon de commande page 39)

20 technologies pour changer l'énergie

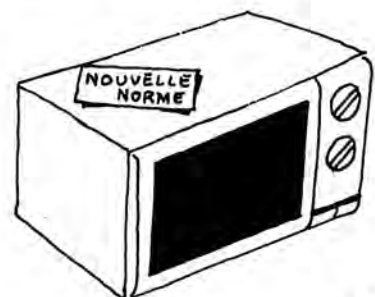
L'ÉLECTROMÉNAGER PERFORMANT



SYMBOLE de la vie moderne, l'électroménager s'est imposé dans tous les foyers occidentaux depuis la dernière guerre mondiale. Réfrigérateur, machine à laver, aspirateur, télévision, puis lave-vaisselle, congélateur, chaînes stéréo et radio... Pour un même service, les appareils consomment de moins en moins d'électricité. Ainsi, le téléviseur Noir et Blanc des années 50 consommait 500 watts ; celui en couleur des années 70 en moyenne 70 watts ; l'appareil numérique à écran plat des années 2000

consommait... seulement 20 watts ! Il existe de nombreux gains encore possibles : par exemple, le réfrigérateur danois GRAM de 200 litres consomme trois fois moins que la moyenne des appareils du même type. L'expérience de la Californie, qui a divisé en quelques années la consommation de ses réfrigérateurs, montre que les appareils modernes ne coûtent pas plus cher, une fois l'outil industriel réorienté. Une politique ambitieuse de normes, de rachat des vieux appareils, d'aide aux industriels pour qu'ils renouvellent leurs

chaînes de fabrication peut donner des résultats spectaculaires, à la fois pour limiter la pointe de demande électrique, et diminuer la consommation.





PETITES PHRASES

«La vie est gaspillée par des détails, simplifiez... simplifiez...»
Henri-David Thoreau.

ALLEMAGNE : FESTIVAL OKOMEDIA

Du 26 au 30 octobre, à Freiburg, se tiendra la septième édition du festival international du film écologique «Ökomédia». Au programme de la section nature : «patrimoine génétique et parcs naturels», pour la section tiers-monde «crise

démographique» et «femmes et environnement», la section enfant portera sur les «groupes d'action verts»... Programme complet : Ökomédia Institut, Habsburger str. 9a, D - 79104 Freiburg, tél : 49 761 52024.

INDRE ET LOIRE : «DU GRAIN... AU PAIN»

Pour la troisième année, le Groupement des agriculteurs biologiques et biodynamiques de Touraine organise une foire annuelle avec

comme objectif de rassembler producteurs, transformateurs de produits biologiques et diverses associations afin de mieux faire connaître les produits issus de l'agriculture biologique. Cette foire se déroulera les 3 et 4 septembre 1994 dans le parc du Lycée agricole de Tours-Fondettes, "La Plaine", 37230 Fondettes. Pour toutes informations, contacter Isabelle Bigot ou Guillaume Lejal au 47 48 37 98.

LIMOGES : FOIRE ECOLOGIQUE

La cinquième foire écologique de Limoges, organisée par la fédération limousine pour l'étude et la protection de la nature, FLEPNA, aura lieu le samedi 17 septembre de 9 h à 19 h, place de la République, sur le thème de l'eau. Programme : FLEPNA, maison de la nature, 11 rue Jauvion, 87000 Limoges, tél : 55 32 95 58.

COTE D'ARMOR : FOIRE DE MUR DE BRETAGNE

La neuvième foire biologique de Mur de Bretagne aura lieu le samedi 17 et dimanche 18 septembre de 10 h à 19 h. Elle est organisée par l'association produire et consommer biologique, Ville-neuve, 22250 Trémeur, tél : 96 84 80 88.

RHONE : FOIRE ECOBIOLOGIQUE

La foire écobioologique, sous l'égide de Nature et Progrès et du comité des fêtes de St-Germain au Mont d'Or, aura lieu les 22 et 23 octobre à la salle polyvalente de Saint-Germain au Mont d'Or. En plus des stands, les conférences porteront sur «savoir lutter contre le stress», «La haie : rôle, intérêt, plantation», «l'alimentation équilibrée des jeunes enfants», «minceur, bien-être et santé dans les algues marines», «réinventer la vie créative, les valeurs universelles». Des animations pour enfants porteront sur la dentelle au fuseau, des contes et la connaissance des plantes par le jeu. Programme complet : Nature et Progrès, Suzanne Allart, 82 rue du Marjole, 69540 Irigny.

LOIR ET CHER : BAR ASSOCIATIF

Après quelques années d'agitation (sérigraphie, concerts, disques, zines, autocollants...), l'association «No control» envisage la création d'un bar associatif pour permettre les rencontres conviviales. Après de difficiles recherches, une ferme a été trouvée, mais dans un triste état. Pour ne dépendre d'aucun service officiel, une souscription de 15000 F a été lancée pour permettre les premiers travaux. Contact : No Control, La Jossetière, 41360 Epuisay.

MARSEILLE : VIVRE BIO

Le magasin «Vivre bio», nouveau lieu de vente spécialisé dans les produits écobioologiques, vient de s'ouvrir à Marseille. Il propose des produits de droguerie bio-dégradables, du papier recyclé, des produits de toilette, des articles pour le jardinage biologique, des futons, des sièges ergonomiques, des peintures, lasures et vernis naturels et non toxiques, etc... Cette société est née de l'investissement de personnes, d'une coopérative de produits biologiques «Belle de Mai», et d'une association de consommateurs de produits bio, «Maison Vive». Contact : Vivre Bio, 16 rue Consolat, 13001 Marseille, tél : 91 50 66 00.



ECOVER : BOYCOTT !

En octobre 1992, dans la plus grande discrétion, la société Ecover, qui jusqu'alors était un modèle d'entreprise écologique avec sa gamme de produits d'entretien, augmentait son capital. 50 % de la société était alors acheté par un groupe de sécurité appelé «Group 4S», société qui fournit entre autres des vigiles pour certains chantiers contestés par les écologistes. Le 9 décembre 1992, lors d'une manifestation contre l'extension d'une autoroute à Twyford Down, en Grande-Bretagne, les vigiles de cette société prêtent main forte aux forces de police pour réprimer la manifestation. C'est alors que l'on découvre le lien entre les deux sociétés. A la suite de ces accrochages, l'excellente revue «The Ethical Consumer» mène une enquête avant de décider de lancer une campagne de boycott des produits Ecover. En juillet 94, la revue française «Observez» reprend l'initiative en interrogeant le responsable français qui renvoie au directeur général en Belgique. Celui-ci justifie son ouverture de capital au «Group 4S» en disant que ce n'est pas pire que d'avoir recours à des emprunts bancaires avec des banques qui investissent dans n'importe quoi. Pourquoi une entreprise qui avait une démarche jusqu'alors très cohérente en arrive à tout renier pour s'agrandir ? Heureusement, dans le domaine des lessives et autres produits de ce genre, il existe maintenant toute une gamme de marques disponibles qui n'ont pas la même dérive : on peut donc boycotter Ecover sans difficulté. Pour en savoir plus : Observez, BP 311, 47008 Agen cedex.

PARIS : MARJOLAINE ET VIVEZ NATURE

Si le salon «Marjolaine» est le plus grand et le plus ancien des salons traitant de l'écologie, il n'est pas exempt de critiques. Il y a quelques années, le salon était devenu un temple des sciences ésotériques et les organisateurs prenaient tout ce qui se présentait (on y trouvait par exemple des vendeurs d'encyclopédies, des astrologues, des diseuses de bonne aventure...) et le tout à des prix élevés.

Par réaction, des agriculteurs bio décidaient de créer un autre salon. Cela devait donner «Vivre et Travailler Autrement» qui se déroulait à 6 mois d'écart et qui était beaucoup plus alternatif et convivial. Ce dernier étant organisé depuis le sud-ouest de la France, l'équipe bénévole allait s'user. Après une initiative malheureuse (le salon étalé sur trois semaines), les bénévoles jetaient la main et le salon était revendu à la SPAS, une société d'organisation de salons. Le salon se maintenait à peu près sur les mêmes bases. Pendant ce temps, Marjolaine se ressaisissait et sélectionnait beaucoup mieux ses stands. On se retrouvait donc avec deux salons se ressemblant de plus en plus. La ressemblance augmenta lorsque la directrice de Marjolaine partit pour travailler à Greenpeace et que Marjolaine, bien que toujours sous le contrôle de Nature et Progrès... était, en 1992, confié à la même société SPAS. Pendant ce temps, la revue **Observez** s'était développée. Régis Sauvanet et Chantal Malherbes, les deux principaux animateurs, ont multiplié les enquêtes sur les stands présents dans les salons écolos. Ces enquêtes - dont les résultats sont souvent repris dans Silence - ont permis par exemple de découvrir du sel sous mention Nature et Progrès séché au micro-onde, des casseroles qui n'ont rien d'écolo... Et le tout a débouché sur un conflit avec les organisateurs de Marjolaine, Observez affichant en grand ses résultats d'enquête, au grand mécontentement de certains stands. Au lieu de les féliciter de leur travail, la SPAS et Nature et Progrès leur demandaient de ne pas afficher en grand ces résultats ! Le conflit s'envenimant, la revue Observez a décidé de créer son propre salon : «Vivez Nature», qui pour la première année se tiendra presque aux mêmes dates et au même endroit que Marjolaine. Cette concurrence volontaire gêne beaucoup les exposants qui pour une bonne part vont essayer de faire deux stands ! (c'est le cas de Silence qui cherche des volontaires pour renforcer son équipe à Paris du 9 au 13 novembre, nous écrire si vous pouvez nous aider).

• **Marjolaine**, du samedi 5 au dimanche 13 novembre, de 11 h à 19 h au Parc Floral de Paris, dans le Bois de Vincennes. Organisation : SPAS, 86 rue de Lille, 75007 Paris, tél : (1) 45 56 09 09.

• **Vivez Nature**, du mercredi 9 au dimanche 13 novembre de 11 h à 21 h au Pavillon Baltar, à Nogent-sur-Marne. Organisation : Vivez Nature, BP311, 49008 Agen cédex, tél : 53 47 49 64.

DROME : FOIRE BIO DE MONTFROC

La onzième édition de la foire aux produits biologiques de Montfroc se tiendra les 1er et 2 octobre. On y trouvera des produits issus de l'alimentation biologique, des plantes aromatiques et médicinales et tout ce qui relève de l'écologie, de l'hygiène, de la qualité de la vie : médecines douces, diététique, habitat solaire, techniques d'auto-construction, documentation, etc... Programme complet : Foire de Montfroc, André Bucher, 26560 Montfroc, tél : 92 62 01 55.

ILLE ET VILAINE : MIEUX VIVRE ENVIRONNEMENT

La cinquième édition du salon «Mieux vivre - environnement» se tiendra le dimanche 13 novembre de 10 h à 19 h à l'Espace Juliette Drouet, à Fougères. Une cinquantaine de stands, des conférences-expositions sur le ramassage des déchets, des animations diverses, un espace jeux pour les enfants.

Renseignements : Association Passiflore, 5 rue Baron, 35300 Fougères, tél : 99 99 23 45.

ALTERNATIVES NON-VIOLENTES

N° 89 : DU NOUVEAU SUR TOLSTOI (57 F, port compris)

Le grand écrivain russe a été un pionnier éblouissant de la non-violence, face à l'armée, l'État et l'Église, ce qui est méconnu. Un numéro d'ANV exceptionnel, illustré, avec la correspondance complète entre le jeune Gandhi et Tolstoï. Interview du docteur Serge Tolstoï, petit-fils de Léon Tolstoï.

N° 90 : REGARDS SUR LA JUSTICE (57 F, port compris)

La justice, chacun la ressent, la réclame. Le juge est un témoin de la violence sociale à une époque de crise. Des magistrats s'expriment. La médiation en justice. Glossaire.

N° 91 : LA "PAIX DES BRAVES" QUAND LA VIOLENCE S'ÉPUISE (57 F, port compris)

Quand un conflit s'exacerbe cruellement durant des années, le temps de la "paix des braves" vient parfois. Réflexions et analyses à partir des cas de l'Afrique du Sud, Israël/Palestine, El Salvador, Irlande du Nord. Avec M. Barth, H. Ménudier, J. Sémelin....



Abonnement : 180 F (4 n°/an)
Chèque à l'ordre d'ANV, CCP 2915-21 U Lyon

ANV, BP 27, 13122 Ventabren

COMMANDEZ LES HORS SÉRIE DE L'IMPATIENT

SANTÉ DES FEMMES
De l'adolescence
à la ménopause

**100 PAGES
PRATIQUES**

CANCER



**VINS
ET SANTÉ**



**UN CADEAU SURPRISE
POUR TOUTE COMMANDE
DE 2 HORS SÉRIE**

BON DE COMMANDE

SANTÉ DES FEMMES 48 F VINS ET SANTÉ 48 F CANCER 48 F
+ Port 4.70 F par hors série

NOM..... Prénom.....
Adresse.....

À RETOURNER AVEC LE RÉGLEMENT À L'IMPATIENT, 9 rue Saulnier 75009 PARIS



ENVIRONNEMENT

PETITES PHRASES

«Pour fabriquer un catalyseur, deux à trois grammes de platine sont nécessaires. Cela dit, afin d'extraire cette infime quantité de ce métal précieux, la masse énorme d'une tonne de minéral doit être extraite et travaillée...» Die Zeit 22/7/94. Ramené au nombre de voitures françaises, on s'attaque à quelle montagne pour commencer ? A celles du Sud, bien sûr !

HONGRIE : REPRESSION

Un projet prévoit la construction d'un incinérateur de déchets médicaux à Szarvasgede, à 65 km au nord-est de Budapest. Le 3 janvier 1994, Herman Péter, de l'Alternative verte, lance une pétition demandant un référendum sur la question et trois jours plus tard, il la remet au maire de la commune. Le 14 janvier, un conseil municipal se tient et le projet est rejeté. Cepen-

dant, le secrétaire de mairie menace ceux qui s'opposeraient à cette construction d'une intervention de la police. Le 18 janvier, Herman Péter accorde une interview à la télévision hongroise. La police intervient et verbalise l'équipe de télévision sous prétexte qu'elle n'a pas l'autorisation de filmer les lieux. Le 19 janvier, Palinkas Jozsef, un ami de Herman Péter est interpellé et interrogé par la police. Palinkas Jozsef est libéré après avoir signé des aveux comme quoi Herman Péter a menacé un homme dans un bar. Un médecin lui délivre un certificat pour lésions à la rétine de l'œil droit et tuméfaction à l'œil gauche. Herman Péter est arrêté sur ces accusations. Le soir même, il est emmené à l'hôpital pour y être soigné : hématomes aux deux poignets, contusions sur les tibias au-dessous des deux genoux. Un avocat intervient alors pour contester les aveux de Palinkas Jozsef qui affirme avoir signé sous la contrainte. Herman Péter ne sera libéré que le 23 janvier après intervention du tribunal. Amnesty International est intervenu pour demander au gouvernement hongrois l'ouverture d'une enquête indépendante sur les mauvais traitements reçus par ces deux personnes.

QUE FAIT LE GOUVERNEMENT ?

Selon un sondage paru dans Le Parisien du 24 juin 1994, 6,5 % des sondés pensent que les pouvoirs publics s'occupent de manière efficace de la protection de l'environnement, 32 % pensent qu'ils s'en occupent mais de manière inefficace et 54,5 % qu'ils ne s'en occupent pas assez et 6,7 % qu'ils ne s'en occupent pas du tout.

AMIANTE

• BRÉSIL : SYNDICATS EN LUTTE

Le Brésil est le troisième producteur d'amiante au monde après le Canada et l'URSS. Le Brésil en produit chaque année 250 000 tonnes dont 70 000 sont exportées. Les usines sont internationales : St Gobain et Eternit... qui ont délocalisé leurs entreprises. Depuis 1990, les ouvriers de ce secteur essaient de s'organiser pour demander une amélioration des mesures de protection. De nombreux militants ont été licenciés et des enlèvements ont eu lieu. Malgré cela, un premier syndicat a été enfin reconnu le 16 février 1994. Ce syndicat «Força Sindical» a décidé d'organiser un colloque international sur l'amiante. Celui-ci s'est tenu les 28, 29 et 30 mars. L'un des responsables a été enlevé pendant quatre jours, mais le colloque a été maintenu. Le Parti des Travailleurs a proposé une loi réglementant l'usage de l'amiante. Sans succès pour l'instant. (source : Réseau Solidarité, 5 rue François Bizette, 35000 Rennes, tél : 99 38 82 40)

• VOSGES : PLAINTES CONTRE X

Les veuves de quatre enseignants qui exerçaient au lycée d'enseignement professionnel industriel de Gérardmer, dans les Vosges, ont porté plainte contre X auprès du procureur de St-Dié pour homicide involontaire. Après avoir exercé entre 25 et 30 ans, trois des enseignants sont morts d'un cancer et le quatrième d'une sclérose, entre février 91 et avril 94. Un autre enseignant est mort d'un cancer en 93 et un sixième est actuellement atteint d'un cancer. Les femmes des enseignants accusent la présence de l'amiante dans le lycée d'être à l'origine de ces décès. Le conseil régional de Lorraine affirme qu'une étude menée par la caisse régionale d'assurance-maladie avait conclu au non-danger de l'amiante. (source : AFP, 15 juin 94)

EFFET DE SERRE : L'ANTARCTIQUE FOND

Si la relation entre les différentes formes de pollution et le réchauffement climatique n'est pas clairement établie, par contre, il est tout à fait réel que le globe se réchauffe. Pour cela, les experts s'appuient sur la fonte des glaciers observée partout dans le monde. Ainsi, les mesures faites depuis plus de 100 ans dans l'Antarctique montrent un réchauffement moyen de 2,5°C sur les quarante dernières années. Cela a entraîné la fonte entre 1969 et 1989 de 1300 km² sur le glacier de Wardie qui se trouve en Antarctique face à l'Argentine. Les glaciers de l'Antarctique et de l'Arctique représentent 98 % des glaces, les 2 % restant étant les 200 000 glaciers de montagne. Si tous ces glaciers venaient à fondre, on observerait une hausse du niveau des mers de 60 m et de nombreux tremblements de terre par suite des modifications de poids : les experts pensent ainsi que le Groënland remonterait en moyenne de 600 m. (source : Courrier International, 21 juillet 1994)



CANICULE ET BOITES A L'INFINI

La canicule a permis une propagande intense sur les sodas et boissons sucrées en tout genre. Ça allait de « la vente des boissons non-alcoolisées connaît une explosion » à « vendues en boîtes elles peuvent être bues n'importe où et n'importe quand, alors pourquoi s'en priver ? » C'est oublier d'une part que, si elles rafraîchissent, apaisent la soif au moment de l'ingurgitation, elles nous mettent en état de manque permanent. Composées essentiellement de sucres rapides (vite assimilables par l'organisme), comme toute bouffe rapide, le corps en redemande aussi sec. L'eau serait de loin le meilleur remède à la déshydratation.

Par ailleurs, le conditionnement de plus en plus fréquent en aluminium provoque une pollution importante et est rendu possible par l'exploitation de minerais dans les pays du sud à vil prix.

Quant à la qualité (souvent mauvaise) de l'eau du robinet, il faudrait se retourner vers le rôle des conglomerats médiatico-industriels (cf. Générale des Eaux, BSN, etc.). Ces trusts détenant des parts dans l'industrie de l'emballage, de l'agro-alimentaire, dans les médias, dans l'adduction et l'évacuation d'eau, trouvant des intérêts dans les incinérateurs et les stations d'épuration..., ont la main mise sur tout le cycle qui fait notre quotidien.

Le tour est joué! Consommons, consommons! De la pub pour la dernière sauce machin au filtrage de l'excrément qui en découle, à terme tout passera par les mêmes mains. Pourquoi en changer? Recette: Rendons l'eau un tantinet imbuvable et servons-nous à la pompe à fric en lançant sans cesse le credo: Achetez, Videz, Jetez...



INONDATIONS ET POLLUTIONS

A chaque inondation, il n'y a pas que les maisons individuelles qui baignent dans l'eau. De nombreuses zones industrielles ont été construites en zones inondables. Pourtant les médias ne s'attardent pas sur les problèmes que cela soulève les eaux transportent souvent des substances toxiques... ce qui dans certains cas arrange bien les industriels. De nombreuses stations d'épuration non seulement n'épurent plus rien mais en plus sont lessivées par les flots. Sans parler des sites nucléaires toujours construits au bord des fleuves...

PARIS : ALERTES A LA POLLUTION

Le dispositif d'alerte à la pollution atmosphérique mis en place en avril 1994 a été déclenché pour la première fois le 28 juin à la suite d'une montée du taux d'ozone au niveau du sol. Principale accusée: l'automobile. Ces alertes se sont répétées plusieurs fois pendant l'été... sans qu'autre chose que l'alerte soit donné. On ne va quand même pas s'interdire de rouler!

VAL D'OISE : HALTE PAPIER !

Le groupe RIRE, regroupement des initiatives et recherches écologiques, a

lancé, au cours de l'opération «1000 défis pour la planète», sa propre initiative: «Halte PAPIER» (petites actions pour qu'ils emploient du recyclé). Première initiative: un cahier comprenant une BD, quelques remarques, et de la place pour inscrire ses propres initiatives. Il sort sur papier recyclé à la rentrée. Contact: RIRE, Lycée professionnel Louis Armand, 32 rue Stéphane Proust, 95600 Eaubonne.

NAUSSAC 2 : 12000 SIGNATURES

Si certains barrages sur la Loire sont abandonnés, l'EPALA, l'organisme promoteur des aménagements sur la Loire et ses affluents s'est replié sur la rivière de l'Allier pour poursuivre son œuvre de destruction. Lors de l'enquête publique qui s'est déroulée au printemps, les associations opposées au projet du nouveau barrage ont pu déposer plus de 12000 signatures contre le projet. Contact: SOS Loire Vivante, 8 rue Crozatier, 43000 Le Puy, tél: 71 09 57 88.

NORMANDIE - BRETAGNE : NON A L'AUTOROUTE CAEN-RENNES

Le 22 avril 1994, - jour de la Terre! - le gouvernement a déclaré d'utilité publique le tronçon d'autoroute Caen-Avranches qui doit ensuite être complété jusqu'à Rennes via le Mont-St-Michel. Cette autoroute contribuera à accélérer la désertification rurale, traversera la forêt de Rennes, l'un des plus grands massifs breton et 6 autres zones d'intérêt écologique. Elle coûtera énormément. Cette autoroute, l'A83, pourrait être inutile si l'on décidait la modernisation de la ligne SNCF Caen-Rennes. C'est l'alternative que propose les associations opposées à ce projet. Un recours en conseil d'état a été fait contre l'enquête d'utilité publique qui une nouvelle fois n'a pas suivi la loi qui prévoit une comparaison avec les autres modes de transports. Renseignements: Comité Sompport Manche, Village du Bas, 50200 Brainville, tél: 33 46 04 92.

AUTOROUTE GRENOBLE-SISTERON : REMISE EN CAUSE

Ce ne sont pas les opposants qui inquiètent le gouvernement, mais la nature des sols. Un important glissement de terrain à La Salle en Beaumont, le 8 janvier dernier, est venu rappeler que les terrains de montagnes sont particulièrement instables. Les experts sont partagés sur la possibilité de mettre en place une infrastructure stable et l'enquête publique prévue pour l'été 94 a été reportée. Les opposants à cette autoroute demandent l'abandon du projet et l'amélioration des deux nationales existantes.

TUNNEL DU SOMPORT

Plusieurs actions de blocage ont eu lieu dans la vallée pendant l'été. En particulier sur le site au Nord de Beudon où des travaux gigantesques sont effectués pour élargir la vallée et permettre l'élargissement de la route. A cet endroit la vallée ne faisait que 30 mètres de large. Le 1er août, huit personnes dont Eric Petetin ont

OU VONT LES DECHETS ?

Supposons un instant que vous soyez un grand patron d'une industrie européenne, grosse productrice de déchets. Vous avez 100 000 tonnes de déchets par an dont vous devez vous débarrasser. Sachant que le coût de mise en décharge de la tonne est de:

- 170 F à 310 F en France,
 - 350 F à 520 F en Allemagne et en Italie
 - 120 F à 250 F en Finlande
 - 225 F à 600 F aux Pays-Bas
 - 105 F à 155 F en Nouvelle-Zélande
 - 90 F à 370 F en Suède
 - 90 F à 380 F aux Etats-Unis
 - 50 F à 155 F en Grande-Bretagne
 - 30 F à 105 F en Australie
 - 17 F à 90 F en Espagne
 - 17 F à 35 F en Amérique Latine
 - 15 F à 45 F en Asie du Sud-Est,
- où aller-vous les mettre? Vu le coût du transport, que diriez-vous de l'Espagne? Allons un peu de patience! Laissez-nous d'abord finir le tunnel du Sompport! (source: Courrier International, 10 mars 1994)

SUD-EST : ZONES NATURELLES MENACEES PAR LE TGV



des réserves... alors que rien n'est prévu pour protéger celles-ci du bruit du passage des rames. Enfin plusieurs demandes d'arrêt de biotope dans le Vaucluse et les Bouches-du-Rhône ont été bloquées dès que le projet de TGV a été connu.

Actuellement, il reste 28 couples d'Aigles de Bonelli dont 2 sont menacés directement par le tracé TGV. Une campagne est lancée demandant une révision du tracé TGV. Depuis le 29 mai, une occupation symbolique de La Barben a été mise en place. Une pétition est lancée. Les actions devraient se terminer par un grand rassemblement au printemps 1995. Pour en savoir plus : Conservatoire des Ecosystèmes de Provence, BP304, 13609 Aix en Provence cédex 1, tél : 42 23 19 18.

été arrêtées pour «opposition aux travaux publics par voie de fait». Ils risquent une forte amende.

A signaler au autre comité oublié dans la liste du numéro d'été : Au Sec Ours !, Comité Corbières, Minervois et littoral méditerranéen de l'Aude c/o Bernard Laboucarli, Carriera dal Ferrajal, 11200 Boutenac.

LYON : EN LANDAUS CONTRE LA VOITURE

Après le succès de la manifestation du 4 juin qui a réuni environ 250 cyclistes, le Regroupement pour une ville sans voitures appelle à de nouvelles manifestations mensuelles, le dernier vendredi de chaque mois, à 18 h, devant l'Opéra. Chaque mois aura un thème. Le 30 septembre, sur le thème de la pollution atmosphérique, il est demandé aux manifestants de venir avec des tubas, des masques à gaz ou à poussière, des bouteilles d'air comprimé... Le 28 octobre, sur le thème des enfants victimes de la voiture, il leur est demandé de participer à la première manifestation en poussettes et landaus.

Renseignements : Regroupement pour une ville sans voitures, 20 rue Cavenne, 69007 Lyon, tél : 72 07 08 91 ou 72 00 80 97 ou 78 58 07 17.

La multiplication des réseaux de communication a pour conséquence de découper le territoire en zones de plus en plus petites menaçant les écosystèmes de nombreuses espèces. Si les routes sont souvent un obstacle franchissable, les autoroutes et les lignes TGV posent de nombreux problèmes. Ainsi le trajet du futur TGV Lyon-Marseille coupe en Basse-Provence la zone de protection spéciale (ZPS) de La Barben, zone d'habitat de l'aigle de Bonelli. Cette zone est protégée par le droit européen (directive CEE 79/409). Cette zone est composée pour l'instant d'une réserve naturelle volontaire et d'une zone d'intérêt pour la conservation des oiseaux. D'autres riverains dont les terres correspondent au territoire de l'aigle de Bonelli, ont demandé à être classés en réserve naturelle volontaire mais leur dossier est bloqué en préfecture précisément pour ne pas nuire au chantier du TGV. D'autres zones naturelles sont menacées par le tracé, en particulier le long de la Durance où le TGV longe

ILLE ET VILAINE : LIBRE NANÇON

Un projet de barrage menace la rivière Nançon, rivière d'un haut intérêt piscicole. Cette réserve d'eau potable est prévue pour alimenter les industries qui s'installent à Fougères et les agriculteurs. C'est une centaine d'hectares qui seraient submergés. Cet obstacle mettrait fin à la présence des saumons. Pour informer sur ce projet de barrage, une fête est organisée le samedi 10 septembre au lieu dit «Pont aux ânes» à Lecousse, à partir de 9h30. Visite du cours d'eau, nettoyage, conférences et Fest Noz sont au programme.

Renseignements : Eau et rivières de Bretagne, MCE, 48 Bd Magenta, 35000 Rennes, tél : 99 30 35 50.

MORBIHAN : SOS BROCELIANDE

Un projet de barrage, noyant la vallée de l'Aff, est à l'étude. La hauteur d'eau au barrage serait d'une trentaine de mètres, noyant l'une des deux seules vallées encaissées de la forêt de Brocéliande. Son utilisation en été le videra et laissera donc un paysage de désolation aux rives boueuses. Le chemin de grande randonnée n°37 qui empruntait cette vallée devra être détourné, le

centre de classe verte de Beignon n'aura plus lieu d'être, le passé de légendes de cette forêt sera

noyé... Pour s'opposer à ce projet, une association s'est constituée : SOS Brocéliande, Le Pont de la Lande, 56380 Beignon.

HAUTE-LOIRE : CASSE-AUTO EN ZONE INONDABLE

Par deux fois déjà la préfecture de la Haute-Loire a refusé de déclarer d'utilité publique l'installation d'une casse-auto en zone inondable, en bordure du ruisseau de Barret, sur la commune de Sanssac l'Eglise. Alors qu'il existe dans la commune d'autres sites non inondables, la commune a pris l'initiative de curer le ruisseau et de remblayer un hectare de terrain marécageux, saccageant le site avant de relancer pour la troisième fois une enquête publique. Une association s'est créée pour dénoncer ce projet : Association de protection du plateau Vellave, Le Moulin de Cozac, 43320 Sanssac-l'Eglise.

REIMS : LES VICTIMES DU PYRALÈNE

Les accidents technologiques d'aujourd'hui n'ont pas toujours des conséquences immédiates. Le 14 janvier 1985, un incendie a lieu dans la cave du 21 rue de la Magdeleine, à Reims. C'est un transformateur au pyralène qui a pris feu. Les pompiers interviennent croyant avoir à faire à un banal feu de cave. EDF affirme qu'il n'y a pas de danger de contamination par la dioxine, un dérivé extrêmement dangereux du pyralène qui peut se former en cas d'incendie. Comme EDF refuse de s'engager par écrit sur la non nocivité de l'incendie, le syndic, par prudence, fait évacuer l'immeuble le 19 janvier. Pendant 4 jours, les habitants ont essayé d'enlever la saie à mains nues, aidés par l'entreprise Lacourt dépeçée par EDF. Le 19 février, Jacqueline Denis-Lempereur, journaliste à Science et Vie, fait des prises de sang sur les résidents et les fait analyser. Les résultats sont publiés dans Libération le 5 avril : les taux de furane et de dioxine sont inquiétants. Le 17 avril, Huguette Bouchardeau, ministre de l'environnement, demande le nettoyage de l'immeuble. Le 30 juin, la commercialisation du pyralène est interdite dans toute l'Europe. En 1986, Patrick Lagadec, chargé de mission par le ministère, rend son rapport. Celui-ci n'est pas rendu public sur le moment. Il permet de comprendre comment EDF a tout fait pour étouffer l'affaire. Il raconte même comment EDF a essayé d'acheter le «une» de l'Union, le quotidien local, pour imprimer sa propre version des faits. Et puis l'affaire semble disparaître... jusqu'à l'assemblée générale de défense des victimes du 28 mars 1994. On y apprend que trois femmes de l'immeuble développent un cancer du sein. Un pompier vient prendre la parole. Il révèle que deux pompiers de l'intervention sont déjà morts à 45 et 49 ans de cancers. A la suite de la publication d'un dossier dans l'Union, la femme de l'entrepreneur Lacourt révèle que son mari est mort en 1991 à 45 ans. Toutes les femmes de l'immeuble ont été monopausées très tôt (autour de 40 ans), un bébé est mort d'une tumeur au cerveau... Et ce ne sont les témoignages que de 44 personnes sur les 343 personnes initialement examinées médicalement. Le ministère de la santé a accepté de rouvrir le dossier. Contact : Association de défense des victimes des dioxines et furanes, ADVDF, 7 passage Alexandre de Serbie, 51100 Reims.

DEPLIANTS PUBLICITAIRES

LIBERONS LES BOITES AUX LETTRES

Chaque année, nous recevons, contre notre volonté, une moyenne de 30 kg de prospectus publicitaires dans notre boîte aux lettres.

Cette invasion pose de nombreux problèmes : gaspillage de papier, saleté des abords d'immeubles, risque de perte de courrier mêlé à la masse des

citoyens, et obligent chaque foyer à en assurer l'élimination. La liberté de chacun devant être recherchée, il demande de bien vouloir établir une révision des textes de loi existants». Le 9 juin, le gouvernement répond que «le problème de ce flux de déchets est effectivement important, mais il ne paraît pas toutefois envisageable d'en

Un projet de loi a été déposé. Soutenons-le en envoyant des paquets de tracts publicitaires à Matignon !

dépliants, infiltration de l'eau de pluie par un journal «gratuit» servant de rigole, indication par accumulation visible d'une absence propice au cambriolage...

Nous avons déjà présenté dans Silence plusieurs modèles d'auto-collants à mettre sur les boîtes aux lettres, mais ils sont peu efficaces. De même, une lectrice avocate avait essayé d'attaquer en justice la Poste pour «violence légère» sans succès.

La FRAPNA, fédération Rhône-Alpes de protection de la nature, est intervenue auprès des élus locaux pour demander une réponse à ce problème. Le 28 avril 1994, M. Jean Besson, sénateur socialiste de la Drôme, a posé une question écrite au gouvernement concernant «la protection des citoyens contre la distribution abusive de prospectus publicitaire». «Il attire l'attention du ministre sur la masse de plus en plus importante de prospectus ou journaux publicitaires divers, qui irritent bon nombre de

restreindre autoritairement l'édition et la diffusion. S'ils importunent quelques citoyens, ces papiers répondent, pour d'autres, à un besoin et leur offrent un certain service. Ils font partie tout à la fois de l'essor très important de l'information dans nos sociétés, que personne n'imagine remettre en cause, et des outils de l'activité économique et commerciale dont nous cherchons aujourd'hui à favoriser la relance. En revanche, la question du choix, pour le citoyen d'accepter ou non de recevoir ces papiers mérite d'être posée. Il pourrait être possible de négocier, avec les éditeurs et distributeurs de ces gratuits, leur non-dépôt dans les boîtes aux lettres qui en mentionneraient le refus explicite. Par ailleurs, la réponse prépondérante au gaspillage que représenteraient ces papiers tient sans doute dans la mise en place de collectes sélectives des vieux papiers en vue du recyclage» (mais surtout n'évitons pas le gaspillage !).

Le 18 mai 1994, Michel Hanoun, député RPR de l'Isère, rejoint par 37 co-signataires, dépose une proposition de loi pour «protéger les particuliers contre les distributions de prospectus et documents ou publications gratuites non adressés :

«Article premier : toute personne a le droit d'obtenir que ne soient pas déposés à son domicile ou dans les dépendances de celui-ci, des prospectus ou publications gratuites qui ne lui sont pas personnellement adressés.

Article 2 : un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions dans lesquelles doit être manifestée la volonté de ne pas recevoir les publications visées à l'article premier de la présente loi.

Article 3 : toute infraction aux dispositions de la présente loi sera sanctionnée par une peine contraventionnelle définie par un décret pris dans un délai de six mois à compter du jour de promulgation de la présente loi».

Après une rencontre avec ces deux élus, l'association RAP, résistante à l'agression publicitaire, décide de faire une action d'éclat. Le 25 juin, devant l'église St-Médard et le bas de la rue Mouffetard, à Paris, une douzaine de boîtes aux lettres géantes sont exposées au public avec, collés dessus, des slogans : «publicité : la nausée», «indigestion de publicité», «je digère le courrier, pas la publicité», «courrier oui, publicité non»... A 11 h, les boîtes aux lettres s'ouvrent et se mettent à vomir leur contenu : 200 kilos de publicités diverses s'évalent devant les passants et les quelques journalistes présents. Le 29 juin, les 200 kg de prospectus soigneusement mis en paquet sont envoyés au ministre de l'environnement.

L'envoi de courrier au premier ministre étant gratuit, Silence vous suggère donc de faire le courrier suivant : «Mr le premier ministre, ayant pris connaissance du projet de loi déposé le 18 mai 1994 par Michel Hanoun concernant la limitation de la publicité dans les boîtes aux lettres, je vous demande de faire voter cette loi au plus vite. Ne sachant par ailleurs que faire de la publicité jointe, je me permets de la transmettre à vos services» et d'y joindre tous les dépliants publicitaires, journaux gratuits... que vous pourrez collecter. Faire un paquet avec la lettre bien visible sur le dessus du paquet et adresser le tout à : Mr le premier Ministre, Hôtel Matignon, rue de Varennes, 75007 Paris.

Quand le service du courrier de Matignon aura reçu quelques tonnes de dépliants publicitaires, cela peut l'inciter à réagir.

Francis VERGIER



PETITES PHRASES

«La principale revendication de notre liste n'est pas la levée de l'embargo. Ce serait un acte désespéré. La Bosnie ne le souhaite pas non plus. Je l'ai entendu de la bouche même d'Izetbegovic et du président du Kosovo : pour eux, l'établissement d'un équilibre entre la puissance serbe et la leur signifie la destruction des armes serbes et non un réarmement bosniaque ! J'ai rencontré des femmes bosniaques vivant en France qui sont effarées à la pensée qu'on pourrait mettre des armes entre les mains de leurs enfants restés là-bas et ne comprennent pas comment on peut défendre cette idée (...). J'en ai pourtant parlé, mais je suis moins

médiatique que Bernard-Henri Lévy, qui est un va-t-en-guerre, lui, puisqu'il exige la levée de l'embargo» de Léon Schwartzberg, tête de liste de la liste «L'Europe commence à Sarajevo», interviewé dans Charlie-Hebdo du 8 juin 1994. Quand on voit le message que les médias ont fait passer sur cette liste, on comprend le niveau de la manipulation par les marchands d'armes !

«La France a soutenu au Rwanda un régime dont la dérive nazie était de plus en plus manifeste depuis 1990 : formation d'escadrons de la mort (le Réseau Zéro) et de milices de tueurs (les Interhamwe et les Impuzamugamb), munies des «dix commandements» de l'extermination des Tutsis, appel aux pogroms sur la radio officielle (Radio Mille Collines), élimination physique des démocrates hutus ; organisation des premiers massacres par le Président, sa femme et son clan, dans une maison appelée, par dérision, la synagogue», Rapport 1993 de la commission d'enquête internationale sous l'égide, de la fédération internationale des droits de l'homme.

«Rwanda : can French arms curb French arms ?» Titre de la une du numéro de juillet de Peace News, le principal journal non-violent britannique. En français : «Rwanda : les armes françaises peuvent-elles faire cesser l'usage des armes françaises ?»

«L'homme est la seule espèce animale qui entretient des écoles où il apprend à tuer ses semblables. Nous sommes sortis de l'ère des cavernes. Il serait bon que nous sortions de l'ère des casernes» de Théodore Monod, Le Progrès, 27 juillet 1994.

« Le recours aux armes nucléaires n'est pas... Va savoir ; Ça pourrait être n'est pas prévu, mais aussi bien n'est pas exclu» (L'ange de l'information). Graffiti en ville.

YUGOSLAVIE : LES COMBINES RENTABLES DES MILITAIRES

Nous le répétons depuis le début du conflit : les guerres permettent toujours à cer-

tains de réaliser des affaires juteuses. Ainsi, le magazine «Feral Tribune», le Canard Enchaîné croate, a révélé récemment un certain nombre d'accords passés entre les Croates et les Serbes pour mener des attaques conjointes contre la Bosnie.

Des accords secrets ont été signés en mars 1991 entre les présidents Slobodan Milosevic et Franjo Tudjman. Des attaques communes ont eu lieu contre les communes de Travnik, Novi Travnik, Zenica et Gornji Vakuf.

En janvier 1994, les Croates ont collecté à l'étranger sept millions de francs pour payer les Serbes pour ouvrir un couloir dans la vallée de Lasva. De même, les quatre avions serbes abattus par l'OTAN en février dernier étaient au service des Croates et devaient détruire une usine d'armement. Le coût de la transaction n'est pas connu.

Un autre accord a été découvert. L'usine d'armement de Vitez, en Bosnie, l'une des plus grosses d'Europe, a continué à fonctionner longtemps

RWANDA : MEDIAS MENSONGES !

Après la guerre du Golfe, la Somalie, la Bosnie, c'est au tour du Rwanda de révéler la grande servitude des médias français. Plusieurs revues suisses se sont fait l'écho du changement observé sur les chaînes de télévision à la suite de la décision d'intervention de la France. Alors qu'au début des massacres, les reportages en France et en Suisse étaient similaires, le ton a radicalement changé du côté français. Voilà quelques exemples de manipulation. La plupart des médias français se sont mis à utiliser le terme de «rebelle» pour désigner le Front patriotique rwandais (de Libération au Figaro en passant par le Monde), ils ont défendu l'aspect «humanitaire»

de l'opération... simple confusion, bien sûr, avec

le mot «militaire». Aucun média français ne révèle

que les anciens dirigeants rwandais se sont réfugiés... en France. Tous les médias français sur place utilisent les transmissions des militaires pour envoyer leurs reportages. Rien sur le nombre de tués par les soldats français. Rien sur le coût de la présence française sur place depuis de nombreuses années et seulement renforcée aujourd'hui. Enfin, pour masquer le tout, une multitude d'appels médiatiques des organisations humanitaires pour aider les réfugiés... alors que le gouvernement français pourrait débloquer beaucoup plus d'argent s'il le voulait que les milliers de donateurs des ONG. Mais il n'est pas là pour s'occuper des pauvres !



après le conflit sans qu'aucun bombardement n'ait lieu. Les musulmans qui y travaillent ont fini par apprendre que s'ils n'étaient pas bombardés comme les autres usines, c'était parce qu'une partie de la production était livrée aux Serbes.

Les Serbes, à la recherche d'argent, ont même prêté des officiers pour aider l'armée croate, notamment pour les lignes de front autour de Mostar.

Le journal satirique souligne que théoriquement Croates et Bosniaques luttent ensemble contre les Serbes... et termine par cette question : «*En fin de compte, quel est l'objet de cette guerre ?*»

BELGIQUE : FORMATIONS POUR LA PAIX

L'Université de Paix de Namur organise de nombreux stages de formation sur les multiples manières de résoudre les conflits de manière non-violente. En voici quelques-unes : «Le jeu du labyrinthe, découvrir un ami fidèle : soi-même» (1 et 2 octobre 94 ou 10 et 11 juin 95), «introduction à la résolution des conflits» (1er octobre ou 18 février), «médiation en milieu scolaire» (8 et 9 octobre), «affirmation de soi ou l'asservité au quotidien» (15 et 16 octobre ou 7 et 8 mars), «réduction des tensions en milieu scolaire» (28 octobre)... Programme complet : Université de Paix, boulevard du Nord 4, 5000 Namur, Belgique, tél : (081) 22 61 02.

OBJECTION : LES ASSOCIATIONS NE PAIERONT PAS

Suite à une question de Julien Dray (PS) le mercredi 25 mai 1994, le ministre délégué à la santé, Philippe Douste-Blazy, a répondu que «*après concertation, nous avons été conduits à ne pas demander aux associations de participer au financement de l'hébergement des objecteurs de conscience*». Le projet des 15 % de participation est donc apparemment enterré. Reste la question des



GREENPEACE PIEGE LE SALON DE L'ARMEMENT

A la veille de l'inauguration du salon de l'armement Eurosatory, le 20 juin, Greenpeace a rappelé que ce salon qui est censé promouvoir la défense de la population est de fait interdit au public. Pour lever cette interdiction, plus de 30 000 fausses invitations ont été distribuées par Greenpeace... Pour les reconnaître, il fallait être très attentif : des étoiles présentes sur le carton ayant été remplacées par des mines. Greenpeace a protesté contre l'interdiction faite au public : «*faut-il en conclure que les activités des entreprises exposantes pourraient heurter la conscience du grand public ?*». Les organisateurs n'ont pas souhaité répondre aux attaques de Greenpeace. Mais les écolo-pacifistes avaient prévu une deuxième action...

Sous le nom d'une entreprise fictive «Friedefeld» (soit en allemand «Champ de paix»), Greenpeace a réussi à réserver un stand. Celui-ci s'est retrouvé installé entre le GIAT et Thomson CSF. Ainsi, le 21 juin, Greenpeace a pu intervenir au moment du passage de François Léotard, ministre de la Défense. Avant leur action contre les mines antipersonnelles présentes sur au moins treize stands du salon, Greenpeace a lancé un appel pour l'interdiction de telles armes. Après avoir déployé une banderole devant le ministre, les onze militants présents ont été arrêtés et le stand fermé.

Contact : Greenpeace, 28 rue des Petites Ecuries, 75010 Paris, tél : (1) 47 70 46 89.

retards de paiement qui se montent aujourd'hui à près d'un an de solde soit plus de 150 millions de francs avancés par les associations.

RECHERCHE INDEPENDANTE SUR LA NON-VIOLENCE

Depuis une dizaine d'années, l'IRNC, Institut de recherche sur la résolution non violente des conflits, a publié différentes études sur le thème. Un certain nombre ont été financées par des subventions publiques, d'autres par la diffusion en livre de l'études, enfin par l'apport de fonds privés. Actuellement, l'IRNC envisage un travail de plusieurs

années sur le principe d'intervention civile en parlant des cas de la Bosnie et de la Somalie. Cette étude devrait donner lieu à la publication d'un livre et donc permettre d'obtenir des financements à ce moment. Mais en attendant, il manque des fonds. C'est pourquoi l'IRNC lance une souscription. Pour en savoir plus : IRNC, BP 19, 94121 Fontenay sous Bois cédex, tél : (1) 48 75 44 46.

MARSEILLE : OBJECTION !

L'association de promotion de l'objection de conscience, APOC, membre du mouvement des objecteurs de conscience, MOC, a vu

le jour à Marseille au printemps. Ne voulant pas limiter son travail à la seule promotion du service civil, l'APOC entend apporter son soutien à tous les réfractaires à l'armée, mais également aux autres formes d'objection à la société (écologie, luttes contre le chômage, contre l'exclusion, contre les fascismes...) plaçant ainsi la notion d'objection de conscience dans un débat plus large de citoyenneté active.

Elle espère participer au développement de la réflexion et de l'action sur tout ce qui touche à l'antimilitarisme, le pacifisme, la non-violence...

Contact : APOC, 33 rue de la Coutellerie, 13002 Marseille.



PETITES PHRASES

*«Autrefois, on disait :
Un paysan, aujourd'hui un
exploitant agricole
Un infirme, aujourd'hui un
handicapé
Un aveugle, aujourd'hui un
non voyant
Un chômeur, aujourd'hui un
privé d'emploi
Un soldat, aujourd'hui un
spécialiste de l'aide huma-
nitaire
Un philosophe, aujourd'hui
un zozo
Un simple d'esprit, aujourd-
d'hui un technocrate
N'en jetez plus, la cour est
pleine»*
Poème extrait de «La re-
vue», dossiers d'Aquitaine et
d'ailleurs, n°59, 5 impasse
Bardos, 33800 Bordeaux.

GUINEE-BISSAU : DEPUTES VERTS

Les élections présidentielles et législatives qui ont eu lieu fin juillet en Guinée-Bissau ont vu le candidat écologiste Bubacar Djalo réaliser le score de 8 % et l'élection de deux députés Verts au Parlement. Ce sont les deux premiers parlementaires écologistes du continent africain.

RUSSIE : DISPARITIONS D'ÉCOLOGISTES

Les Verts ont bien du mal à se faire entendre dans les pays de l'Est. Pourtant, la question écologique est

souvent présente et le programme des Verts russes ressemblent de plus en plus à ceux des Verts de l'Ouest. La différence provient de l'argent. Alors qu'en France, institutions et industriels savent la plupart du temps acheter les écologistes (voir le financement de Génération Ecologie, du WWF-France, des Amis de la Terre, de France-Nature-Environnement...), dans l'Est, les «accidents» qui arrivent aux militants sont de plus en plus fréquents ; Nina Soieva, qui enquêtait sur les coupes illégales de bois à destination de l'Ouest, près de St-Petersbourg, a été retrouvée pendue dans une cellule d'un poste de police. Un employé d'un parc naturel en Carélie est tombé sous le métro de Moscou... Chaque année une dizaine de militants connus disparaissent sans laisser de trace. Inquiétant. (source : Die Tageszeitung, repris dans le Courrier International du 2 juin 94)

EUROPE : 22 DEPUTES VERTS

Si la France a vu les Verts s'effondrer, ce n'est heureusement pas le cas général en Europe où les situations sont très diverses. En **Allemagne**, le nouveau parti Bündnis/Les Verts obtient 10,4 % des suffrages et 12 députés (contre 8,4 % et 8 députés en 1989). En **Belgique**, on a un certain effritement aussi bien du côté wallon que Flamand : Agalev avec 10,8 % n'a plus qu'un seul député (contre 2 avant), Ecolo avec 12,8 % également un seul élu (contre deux avant). Au **Danemark**, les Verts présents sur une liste plus large n'ont pas d'élus... tout comme au **Portugal** où la première verte quatrième sur une liste commune avec le PC n'est pas élue. En **Espagne**, en **Grèce**, les scores flirtent toujours avec le zéro. En **Grande-Bretagne**, après le score fleuve de 15 %, les Greens retombent à 4 % (ce qui ne change rien au nombre d'élus, le scrutin étant par circonscription à un tour, il n'y a jamais eu d'élus écologistes en Grande-Bretagne). En **Italie**, les Verts réunifiés ont fait 3,4 % soit moins que les trois listes présentes en 89 et per-

PARIS : CONVENTION DE L'ÉCOLOGIE POLITIQUE ET SOCIALE

Les écologistes pourront-ils se remettre de la déculottée électorale des européennes ? La tendance gauche des Verts a décidé de réagir en s'alliant avec l'AREV (alternative rouge et verte), Alliance pour l'écologie et la démocratie, Ecologie Autrement et RENET (réseau national des écologistes de terrain) pour lancer une initiative de débat avec la convention de l'écologie politique et sociale qui se tiendra à Paris les 17 et 18 septembre prochains à l'ASIEM, salle Théâtre, Immeuble le Bon Conseil, 6 rue Albert de Lapparent, 75007 Paris (Métro Ségur). Le texte d'appel propose l'idée d'un rassemblement des forces écologistes (peut-être sous forme fédérative) et une démarche en trois axes :

- l'action dans la société en cherchant à consommer et vivre autrement pour remettre en cause le productivisme.
- la présence active dans les mouvements de transformation sociale.
- la participation au processus politique dans le cadre d'une autonomie n'interdisant pas des alliances.

Le tout devant déboucher sur une charte pour les élections municipales et les élections présidentielles.

Contact : *Convention de l'Ecologie politique et sociale*, 107 avenue Parmentier, 75011 Paris.

«J'ai créé Génération Ecologie pour casser du Vert» de Brice Lalonde, p. 174 du livre «Génération Verte», Mission réussie ! Les industriels qui ont financé l'opération peuvent le remercier !

VERTS : LALONDE M'A TUER

Alors que les Verts avaient su construire une image relativement correcte de l'écologie dans les années 1986-1989, ils ont ensuite dû subir les assauts de Brice Lalonde, à travers la création de Génération Ecologie. Ce n'était pourtant pas la première fois qu'une telle campagne de sape existait : en 1984, les Verts n'entraient pas au Parlement Européen suite à la présence de la liste Ere déjà menée par Lalonde... Cette opposition s'était soldée pour Lalonde par l'entrée au gouvernement (en guise de remerciements ?) et pour les Verts par un changement de majorité avec l'arrivée de Waechter. Le partage des voix, une nouvelle fois, pour les élections régionales de 1991, allait provoquer un réflexe politiciard des Verts : ceux-ci votaient à une forte majorité la nécessité d'une «Entente

écologiste». C'était le début du suicide et depuis la spirale n'a fait qu'empirer... jusqu'aux 3 % de la liste Verte aux Elections Européennes (on ne reviendra pas sur l'accord avec la SPA qui traduit le même genre de réflexes). Il ne s'agit donc pas d'opposer au sein des Verts les partisans de Dominique Voynet ou d'Antoine Waechter, mais bien de réfléchir à la stratégie vis-à-vis de Lalonde dont le financement est assuré (voir ses comptes de campagne) pour la plus grande partie par des industriels prêts à tout pour empêcher la montée en force des écologistes. Ce n'est qu'une fois cette question tranchée que les Verts pourront reprendre leurs débats nécessaires et utiles sur le positionnement de l'écologie politique vis-à-vis du monde politique et du monde associatif.

dent 4 de leurs sept élus. Aux **Pays-Bas**, une scission entre Gauche Verte (3,7 %, un élu) et Verts (2,4 %, pas d'élu) se traduit par la perte d'un siège. De nouveaux élus arrivent d'Irlande (9,6 %, 2 élus), du **Luxembourg** (10,9 %, un élu). Au total, le nouveau groupe Vert compte 22 élus verts contre 28 auparavant.

SECTE, EXTREME-DROITE, ET TRAFICS EN TOUT GENRE

La secte Ecoovie, grande organisatrice de réunions écologues à Paris au début des années 80, a disparu à la suite d'une campagne de presse française vers 1984. On retrouvait son gourou Norman William, de son vrai nom Pierre-Doris Maltais, en Belgique où, en 1988, il était arrêté en compagnie du trésorier de la secte, Gustave von Keteleer. Après quelques mois de prison, accusés notamment de trafic d'armes, ils sont libérés mais jugés «indésirables sur le territoire belge». Depuis, plus de nouvelles... jusqu'à l'affaire GMF où l'on apprend que l'ancien patron de la mutuelle a confié pour 6 milliards de francs de créances à une société National Security Bank... dont le responsable est le même Gustave von Keteleer. Aujourd'hui, la GMF se bâtit pour bloquer ces créances, victimes d'une tentative d'escroquerie. Et l'extrême-droite là dedans ? C'est l'un des leaders d'un

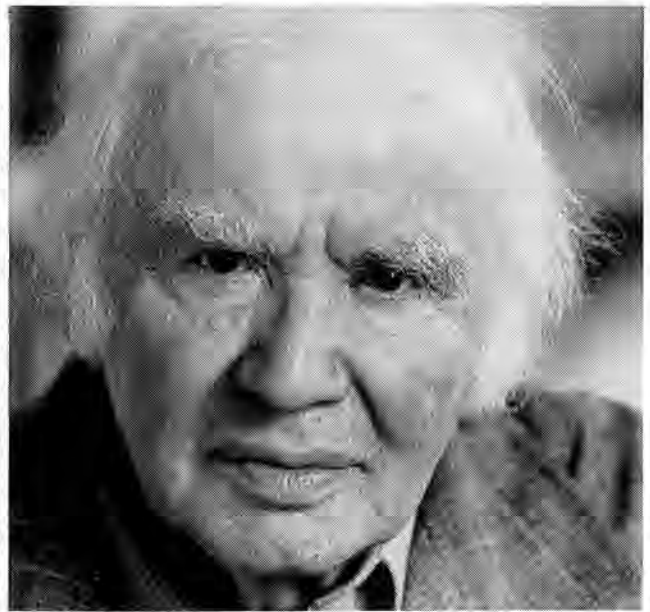
groupuscule d'extrême-droite qui a payé la caution des deux hommes pour les faire sortir de prison en 1988. Méfiez-vous des groupes écologues qui apparaissent sans qu'on ne sache clairement d'où ils viennent. Et pour repérer une secte, il y a un truc qui marche assez bien : les gourous mégalos adorent multiplier les noms et les structures : si vous tombez sur un groupe avec de multiples noms, c'est suspect.

MOUVEMENT DES CITOYENS : VRAIMENT RIEN D'ECOLO !

Certains rêves d'une grande union des groupes plus ou moins alternatifs. Un appel a été lancé dans ce sens pendant les élections européennes par des militants des Verts, de l'AREV, de la LCR et de Refondations. Le mouvement des citoyens de Chevenement y a répondu négativement en expliquant ses points de désaccords : ils ne sont pas d'accord pour critiquer le productivisme et souhaite une croissance forte, il ne veulent pas confondre critique du libéralisme et critique du nationalisme (il y aurait un bon nationalisme), ils sont pour la force de frappe française... Avant d'aller discuter avec n'importe qui, les Verts les plus à gauche du mouvement feraient bien de relire des textes sur ce qu'est l'écologie.

GARD : CENTRE DE REFLEXION SUR LA QUERELLE ECOLOGISTE

Non sans humour, le centre écologique européen du château de Vaugran invite à la création d'un centre international de réflexion sur la querelle écologiste. Condition pour y participer : quelles que soient les divergences, s'engager à ne pas rompre la discussion pour que de la reconnaissance des divergences puisse naître un mouvement sans exclusive. Voilà qui reprend à bon compte les principes mêmes (oubliés) des Verts : s'enrichir de nos différences. Contact : Centre écologique européen, Château de Vaugran, 30480 Cendras, tél : 66 55 67 57.



ROBERT JUNGK

Robert Jungk, est décédé le 14 juillet 1994 à Salzburg à l'âge de 81 ans. Philosophe, journaliste et auteur de nombreux ouvrages, il était un pourfendeur de la course aux armements, critiquant avec virulence la société nucléaire qui, nécessitant un déploiement technologique très lourd, ne peut se passer d'un système de sécurité qui remet en question les libertés publiques.

Il fut l'un des précurseurs du mouvement des «Grünen» en Allemagne mais aussi en Autriche (il s'y présenta aux présidentielles de 91/92).

Comme opposant au régime nazi, il fut emprisonné à Berlin puis libéré en 1933, émigra pour revenir en toute illégalité en 1936 afin de tenter d'organiser une résistance. Il fuyait une dernière fois vers Prague d'où il édita un service de presse antinazi.

Installé outre-Atlantique à la fin de la guerre, il publie un essai «Plus lumineux que mille soleils» («Heller als Tausend Sonnen») où il dénonce la cupidité des atomistes, incapables d'articuler leurs compétences scientifiques avec des impératifs éthiques.

Plus tard il soutint sa thèse en philosophie à Zürich. Il eut du fil à retordre avec l'Allemagne devenue démocratique, même au début des années «80», lorsqu'il déclara que la science était «prostituée au pouvoir» et appela au «renversement des tyrans» H. Kohl et F.J. Strauss. En 86, lors de l'une des dernières grandes manifestations antinucléaires outre-Rhin, devant l'usine de plutonium de Hanau, il motiva les manifestants en lançant «brisez ce qui vous brise». En 1986, il fut lauréat du Prix Nobel Alternatif.

Bête noire du consensus, mais paradoxalement envié par la presse (pour la personne mais pas pour les mots), il en fut souvent rejeté. Ainsi en 1958, alors qu'il était devenu la figure de proue du mouvement antinucléaire civil et militaire, la *Zürcher Weltwoche* lui claqua la porte au nez après 20 ans de collaboration. La *Weltwoche* (édition sur toute l'Allemagne) le remercia à la suite de Tchernobyl. En 1987 il dut se retirer de *Bild der Wissenschaft* (revue scientifique) à l'issue de 15 années de travail commun. Il fut accueilli dans les colonnes de *Natur*. Il dit alors : «*Nous jetions des pavés dans des eaux trop calmes et troubles, ce que nous devons continuer à faire. Désormais un nouveau devoir se profile à nous : non pas simplement prévenir mais aussi encourager. Non pas simplement provoquer une peur nécessaire mais aussi répandre un espoir fondé.*». Il quitta *Natur* de lui-même à la suite d'une publicité vantant le nucléaire en ces termes : «*Nous pensons à demain et non à la sortie.*». Il fonda à Vienne l'«*Institut pour les questions du futur*», centre de futurologie, en incitant, partout où il passait, la population à organiser des ateliers du futur afin d'y exprimer, d'y élaborer ce qu'elle souhaite pour l'avenir. Robert Jungk incarnait l'utopie, «*l'espoir pour force motrice*» malgré ses sombres prévisions, pour nombre de gens sensibles et engagés face aux déséquilibres actuels. On peut lire un ouvrage paru à son sujet en allemand en 1993 sous le titre : «*Triebkraft Hoffnung*».

LA MENACE CLIMATIQUE

Hors-série n° 3 de la revue Silence

Si vous avez eu trop chaud cet été

Bon de commande
page 39

LA MENACE CLIMATIQUE





FEMMES

PETITES PHRASES

«Etrangement, un parallèle presque parfait s'établit entre, d'une part, l'automobile et les valeurs dominatrices qui l'accompagnent : vitesse, puissance, mort, soif des ressources, destruction écologique, menace pour les enfants, élimination des concurrents et, d'autre part, la bicyclette et sa fidélité aux valeurs civilisatrices : respect de la vie, modération, vitalité, autosuffisance, préservation écologique, affinité avec les enfants, harmonie avec les autres usagers de la route. Si les anges n'ont pas de sexe, le vélo, lui, est peut-être féminin. Pas étonnant alors que la bicyclette soit aussi ignorée dans la rue que la femme l'est encore dans la société» de Claire Morissette, dans «Deux roues, un avenir», Ed. Ecosociété.

BANGLADESH : L'ECRIVAIN TASLIMA NASREEN MENACEE DE MORT

Pour avoir raconté sous forme de romans les difficultés de vivre d'une famille hindoue après les violents affrontements en Inde en 1992, Taslima Nasreen a été condamnée à mort par les intégristes musulmans du Bangladesh et plus de 10 000 personnes ont manifesté au début de l'été pour demander son arrestation et sa condamnation. Alors que le livre s'était déjà vendu à 50 000 exemplaires, le gouvernement a cédé aux pressions des musulmans (très majoritaires dans le pays) et a inculpé Taslima Nasreen pour «insultes à la religion». Elle a alors lancé un appel «*Je ne me laisserai pas réduire au silence. Partout où se tournent mes regards, je vois des femmes maltraitées et leur appres-*

sion justifiée au nom de la religion. N'ai-je point la responsabilité morale d'élever une protestation ? Il y a des hommes qui gardent les femmes enchaînées, voilées, analphabètes et à la cuisine. Il y a 60 millions de femmes dans mon pays et il n'y en a pas plus de 15 % qui savent lire et écrire (...) Le Bangladesh doit devenir un Etat moderne laïque ; les codes de la famille, basés sur des principes islamiques, doivent être remplacés par une seule et même loi qui

assure aux femmes des droits égaux à ceux des hommes». Rappelons que le chef du gouvernement du Bangladesh, Khaleda Zia... est une femme ! Taslima Nasreen a trouvé refuge en Suède où elle est arrivée le 10 août.

USA : CLIMAT PASSIONNEL SUR L'AVORTEMENT

Trois personnes du milieu médical sont déjà mortes, tuées par des militants «pro-vie» comme ils s'appellent eux-mêmes. Le gouvernement Clinton en est arrivé à protéger policièrement les cliniques pratiquant encore des avortements devant le climat de terreur que mènent ces militants souvent d'inspiration religieuse. Malgré cela, le taux d'avortement aux Etats-Unis est en constante hausse. La raison

en est la plus grande pauvreté des femmes : deux pauvres sur trois sont des femmes et même souvent des adolescentes. Avec 114 grossesses par an pour mille filles âgées de 15 à 19 ans, les Etats-Unis ont le taux le plus élevé du monde occidental... un taux qui rejoint ceux du tiers-monde !

Si les militants «pro-live» trouvent avec raison que les avortements ne sont pas une solution, ce n'est pas en s'attaquant aux cliniques qu'ils résoudreont les problèmes. Ils devraient passer leur énergie dans les quartiers pauvres à développer des initiatives de solidarité et développer l'éducation sexuelle qui y fait cruellement défaut.

AFRIQUE DU SUD : FEMMES AU PARLEMENT

Sous le régime de l'Apartheid, l'ancien parlement ne comptait que 2,7 % de femmes. Après les élections multiraciales, ce taux est passé à 26,5 % soit 106 femmes pour 400 députés. Ce taux est l'un des plus forts au monde. Les Noirs seraient-ils moins machistes ?

UN PEU PLUS DE FEMMES AU PARLEMENT EUROPEEN

Le nombre des femmes a augmenté à la suite du renouvellement du Parlement européen. On est passé de 18,5 % à 21 %. Du côté français, la droite a envoyé 10 femmes sur 52 élus (19,2 %), la gauche 16 sur 35 (45,7 %)... dont 4 femmes pour 7 élus aux PC... seul parti représenté majoritairement par des femmes.

SNCF : LE SEXISME C'EST POSSIBLE ?

L'inégalité n'existe pas que dans les salaires... mais aussi dans l'embauche. Ainsi, à la SNCF, on ne compte pour les attachés-cadres que 21 embauches féminines pour 79 masculines. Rappelons-le le progrès ne vaut que s'il est partagé par tous.

AVORTEMENT OU CONTRACEPTION

Le taux de mortalité lors d'un avortement clandestin est estimé à 1 %. Lorsque l'avortement est médicalement assisté, ce taux tombe à 0,6 pour 100 000. On estime que 50 millions d'avortements ont lieu chaque année dans le monde. 10 % concerne des filles de moins de 19 ans. ce sont chez ces adolescentes que les accidents mortels sont les plus fréquents. De par leur inexpérience, certaines ne reconnaissent qu'elles sont enceintes que tardivement et ne connaissent pas les possibilités d'avortement. Il s'en suit des essais personnels pour avorter qui sont extrêmement dangereux. Les femmes plus âgées connaissent mieux les services sanitaires mais beaucoup ont peur de s'y rendre. En Afrique, 60 % des femmes hospitalisées pour complications de l'avortement ont moins de 20 ans.

Sachant qu'il n'est pas possible (ni souhaitable : c'est bon pour la santé et pour les relations sociales) d'empêcher les gens d'avoir des relations sexuelles, si l'on veut éviter d'avoir recours aux avortements, la solution est de développer les méthodes de contraception.

Et le prix des contraceptifs joue un grand rôle comme l'a montré l'expérience faite dans une ville suédoise : en subventionnant à 70 % le prix des pilules pour les jeunes filles, le nombre d'avortement a diminué de moitié.

En France, le choix de la capote à 1 F pour les jeunes permet non seulement de lutter contre le SIDA mais devrait aussi avoir un effet non négligeable sur les demandes d'avortement.

(source : Commission indépendante population et qualité de vie).



PUBLICITE POUR LE TABAC : FORTES AMENDES

La loi interdisant la publicité pour le tabac prévoit une exception si le nom de la marque est exploité par une entreprise juridiquement et financièrement distincte créée avant le 1er janvier 1990. En novembre 1992,

des publicités ont fleuri à Quimper, faisant la promotion pour des montres Camel. Le tribunal vient de condamner la marque de cigarettes en montrant que le coût de la campagne avait représenté 200 fois l'argent des ventes de montres, ce qui prouve qu'il n'y a pas indépendance financière. Les deux afficheurs ont été condamnés,

GELULES AMINCISSANTES DANGEREUSES

Des gélules aminciissantes renfermant une herbe chinoise, la *Stephania tetandra*, se sont avérées avoir des effets nocifs à retardement. A Toulouse, deux femmes ont été hospitalisées, le 19 mai, dans un état grave, trois ans après un régime avec ces gélules. Reins détruits, dialyse à vie en attendant une éventuelle greffe. Les gélules ont pourtant été achetées en pharmacie. Elles étaient commercialisées par le laboratoire Arkopharma. Soixante-dix autres cas d'insuffisances rénales ont été provoqués par cette plante en Belgique où son interdiction était intervenu dès 1992. En France, il aura fallu attendre ces hospitalisations pour que l'interdiction tombe. Si vous avez suivi un tel traitement, si vous disposez encore de gélules, ou de factures de pharmacie, conservez le tout, car les effets peuvent intervenir plusieurs années plus tard (3 ans dans le cas des deux Toulousaines). L'union féminine civique et sociale souhaite regrouper les dossiers des victimes. Contact : UFCS, 6 rue Béranger 75003 Paris (source : 50 millions de consommateurs, juin 1994)



le 29 mai dernier, à 400 000 F d'amende et 4 millions de dommages et intérêts à verser au CNCT, centre national contre le tabagisme, pour financer une campagne contre le tabac. Les condamnées ont fait appel. (source Que Choisir ? Juillet-août 94)

NON AUX VACCINS CONTRACEPTIFS

En septembre 94, se tiendra au Caire (Egypte) la conférence mondiale sur la population organisée par l'ONU. A cette occasion, 338 organisations de femmes du monde entier appellent à l'arrêt de la recherche sur les vaccins contraceptifs. Elles protestent contre le fait que ces vaccins n'apportent aucun avantage supplémentaire par rapport aux méthodes contraceptives actuelles alors que, par contre, ils risquent de servir dans le tiers-monde pour être inoculés, à l'insu des femmes, comme moyen de contrôle des populations. (source L'impatient, juillet-août 1994)

PARIS : LA SANTE AUTREMENT

Le salon «La santé autrement» se tiendra du 22 au 26 septembre à l'Espace Austerlitz, 30 quai d'Austerlitz, dans le 13ème arrondissement. Environ 120 exposants seront présents sur les thèmes du développement personnel, des formations professionnelles, de l'enfance, de l'action associative, des produits de santé... Un programme de conférences permettra d'approfondir certains sujets : les thérapies naturelles, l'analyse systémique, la naturopathie, la chromothérapie, l'ostéopathie, la phytothérapie... Pour recevoir le programme complet : SPAS, 86 rue de Lille, 75007 Paris, tél : (1) 45 56 09 09.

ANGERS : LES VACCINATIONS AU SERVICE DES PUISSANTS

L'association liberté Information Santé (ALIS) organise une conférence sur le thème «Les vaccinations, une arme au service des

LE GESTE, LE TON ET LA PAROLE

Des études menées par un chercheur américain, A. Méhararian, ont prouvé que la partie verbale d'un message entraine pour 7 % seulement dans sa compréhension, que 38 % étaient attribuables à l'intonation et 55 % à la gestuelle. L'origine des gestes proviendrait d'un langage instinctif transmis depuis l'origine des temps. Toutes les parties du corps participent à la gestuelle et si nous pouvons nous forcer à rire, la plupart des gestes sont difficilement contrôlables. Un exemple fort simple de geste est la distance de votre interlocuteur : la distance entre deux personnes est très révélatrice de l'état de leur relation. Certains gestes des mains permettent de détecter invariablement celui qui s'ennuie, celui qui n'écoute pas, celui qui ment... Ainsi, il faut d'abord être vu, puis écouté avant d'être entendu. (source Médecine Douce, août 94)

puiissants», le samedi 17 septembre à 16 h au centre d'accueil du Lac de Maine, 49 avenue du Lac de Maine, 49000 Angers. Contact : ALIS, 19 rue de l'Argentière, 63200 Riom.

BOUCHES DU RHONE : LA CONVIVIALITE CONTRE LE STRESS

L'association «penser positif convivie» propose, sans but lucratif, avec des tarifs en fonction des revenus, et de manière «laïque» (c'est à dire sans «pouvoirs» particuliers, sans fétichismes ou superstition) d'apprendre aux gens à vivre mieux dans leur vie de tous les jours pour rayonner et ainsi favoriser la convivialité dans leur entourage. Différentes méthodes sont proposées autour de la sophrologie. Stages en soirées ou en fin de semaine. Pour en savoir plus : Penser positif convivie, Maison des associations, Place E. Gras, 13600 La Ciotat.



LIVRES

L'ECOSOPHIE OU LA SAGESSE DE LA NATURE

de Serge Mongeau
Ed. Ecosociété (Montréal)
Diffusé par Silence
1994 - 158 p. - 14,50 \$
ou 75 F (+15 F de port)

Serge Mongeau, médecin à l'origine, puis très vite passionné de la "nature humaine" a écrit de nombreux ouvrages sur l'écologie et est à l'origine de la nouvelle maison d'édition québécoise Ecosociété. Dans ce livre, il essaie d'expliquer sa démarche personnelle pour approcher l'écologie. Loin des discours politiques, il croit d'abord à l'écoute des autres, à la réflexion dans la nature et autant que possible à la mise en pratique de ses idées. Analysant, la dérive actuelle qui met l'homme au niveau d'une marchandise, il présente différents textes sur l'éthique écologiste et complète par ses réflexions personnelles. Écrit dans un langage très simple et dans un style littéraire agréable, ce livre se dévore comme un roman et remet les idées en place. A lire tranquillement installé à l'ombre d'un arbre, loin du bruit et des pollutions de la ville. Et puis, à vous d'agir. FV.

Serge Mongeau

L'écosophie ou la sagesse de la nature



LES FORETS EN ASIE DU SUD-EST, REcul ET EXPLOITATION

de Frédéric Durand
Ed. L'Harmattan
1994 - 411 p. - 250 F

Frédéric Durand nous propose une étude très documentée sur les causes majeures de la déforestation, au premier rang desquelles figure le commerce des bois. Il insiste sur ce point contesté - on l'imagine sans peine - par ceux qui spéculent sur le bois et la pâte à papier, mais aussi par des institutions internationales comme la FAO. En effet, entrepreneurs, technocrates et politiciens rejettent couramment la faute sur les lampistes : les peuples autochtones et les programmes de «développement» (agriculture industrielle, barrages, mines, plantations... et exploitation du bois).

Frédéric Durand rappelle que, dès le XIX^{ème} siècle, l'exploitation forestière a été reconnue responsable de massives destructions. Il dénonce le «révisionnisme» qui tente de blanchir la colonisation européenne qui a, partout, largement ouvert la voie aux pratiques dévastatrices actuelles, d'ailleurs largement encouragées par les ex-colonisateurs.

Les Européens avaient spolié beaucoup de peuples autochtones, mais les nouveaux états issus de la décolonisation ont fait pire encore. Souvent sur le conseil d'anciens colonisateurs et des institutions internationales contrôlées par ceux-ci, et grâce auxquelles les oligarchies régionales et les industriels du Nord se sont partagé tous les biens des autochtones. Ainsi, un tiers des territoires dominés par la dictature indonésienne est, pour l'heure, attribué à des commerçants et il est

projeté de déplacer toutes les populations indigènes pour leur imposer un mode de vie intégré à l'économie de marché. Cette dépossession et cette destruction programmées des peuples des forêts (d'autres aussi) est un crime social et écologique car ces peuples sont les seuls capables de gérer les écosystèmes les plus diversifiés de la planète. Là-dessus, Frédéric Durand est manifestement d'accord avec Edouard Goldsmith, les écologistes indiens et tant d'autres : seul le redéveloppement de l'économie vernaculaire peut permettre de sauver les sociétés et leurs écosystèmes (on peut lire à ce sujet : «Le défi du XXI^{ème} siècle d'Edouard Goldsmith, Ed. du Rocher et «Quand reverdiront les villages» de Anil Agarwal et Sunita Narain, Ed. Réseau d'information Tier3-Monde, 20 rue Rochechouart, 75009 Paris). Mais l'aveuglement des dominants du Nord comme du Sud est total. «Les forêts continuent à être essentiellement comptabilisées en mètres cubes de bois ou en hectares de futures cultures» (page 369). Chez la plupart, ces prodigieuses architectures de la vie n'éveillent pas plus d'émotion ou d'intérêt qu'un gisement minéral.

Frédéric Durand, lui-même, parle bien de biodiversité, mais il n'ose guère de considérations autres qu'utilitaires. D'ailleurs, il ne lève pas la confusion partout entretenue entre «développement» et «croissance». Pourtant la distinction est ancienne et évidente (elle a été faite par Joseph A. Schumpeter qui a été le maître de Nicholas Georgescu-Roegen. Se reporter à «Bioéconomie et biosphère» par Jacques Grinevald, Silence n°164, avril 1993). Enfin, elle n'est sans doute évidente que si l'on ne se laisse pas abuser par une confusion encore plus profonde : celle induite par l'emploi étendu du vocable «économie». La propagande veut nous faire croire et penser que l'économie, qui ne recouvre que le résultat quantifiable des activités marchandes (et qui confond allègrement actif et passif), est toute l'économie. Or, ce n'est qu'une infime fraction

de l'économie, et une fraction dévoyée ! L'économie, c'est avant tout l'organisation des divers éléments d'un ensemble, la manière dont sont articulées les parties, et peut-on ajouter avec Edouard Goldsmith, la manière dont les ressources sont distribuées. D'où l'expression «économie de la nature» créée au XVIII^{ème} siècle. Quand on relativise l'économie des sociétés et des écosystèmes à l'économie de la nature donc, la dérisoire réduction économiciste qui n'est autre chose que l'ordre de la spéculation matérialiste, on mesure toute la différence qu'il y a entre l'exécution des forêts tropicales à la tronçonneuse et au bulldozer sous la protection des militaires et la récolte régulière des produits de forêts jardinées par des peuples libres. Ironiquement, cette dernière exploitation intégrée à l'économie de la nature est deux à trois fois plus rentable que l'abattage des arbres et les cultures de rente, mais il est vrai que l'avantage n'en revient pas aux oligarchies. Domage que Frédéric Durand n'en dise pas plus là-dessus. Il n'en reste pas moins que son ouvrage sera précieux pour comprendre l'un des aspects majeurs de la crise planétaire. ACG.

DES PEUPLES ENFIN RECONNUS

La quête de l'autonomie dans les Amériques

sous la direction
de Marie Léger
Ed. Ecosociété (Québec)
Diffusion : EPO (Belgique)
1994 - 312 p. - 19,95 \$

Depuis une dizaine d'années, les différents peuples autochtones ont obtenu des avancées considérables au niveau de leurs droits avec l'arrivée de nouvelles constitutions ou lois au Mexique, au Nicaragua, en Colombie, au Panama, au Brésil. Mais si ces percées juridiques sont réelles, il reste encore beaucoup de chemin à parcourir pour les faire appliquer sur le terrain. Avec l'aide des associations d'aide aux peuples d'Amérique centrale et d'Amérique Latine, cet ouvrage retrace l'histoire des luttes de ces peuples à travers la colonisation et la naissance des états indépendants.

Souvent très (trop) ciblé sur le plan juridique, cela peut constituer d'excellentes bases pour ceux qui veulent remettre en cause les notions d'Etats-Nations et qui prônent la reconnaissance des différences culturelles. On pense aussi bien aux multiples peuples d'Asie ou d'Afrique, qu'aux régionalistes perdus dans l'Europe de Maastricht. MB.



DEUX ROUES, UN AVENIR

de Claire Morissette
Ed. Ecosociété (Montréal)
Diffusé par Silence
1994 - 262 p. - 14,5 \$c
ou 75 F (+15 F de port)

Dans un style agréable et humoristique, l'auteur, passionnée de la défense de la bicyclette, nous dresse un tableau enthousiasmant des vertus de la petite reine. Très politique dans son approche, Claire Morissette rappelle les bienfaits sur la santé, sur l'environnement, sur la convivialité et même sur la libération des femmes que représenterait une politique des transports s'appuyant sur le vélo. A travers l'histoire, la vie quotidienne à Montréal et les luttes des associations de cyclistes, le tableau est complet. Tout être normalement constitué devrait courir acheter un vélo à la fin de la lecture de cet ouvrage si ce n'est déjà fait. FV.

LE TOX 50

de Marc et Michel Bounias
Ed. Carthame
1993 - 270 p. - 139 F

Cet ouvrage fait un tour d'horizon de la publicité pour les produits chimiques toxiques utilisés en agriculture. A l'aide de nombreux

dessins humoristiques, les auteurs dénoncent la nature des messages et comment sont formulées ces publicités pour attirer une clientèle sur des produits nocifs, dangereux et inutiles. Tournant les publicités en dérision, ce livre s'adresse aux agriculteurs, aux laboratoires, aux industriels ou à tout individu... car les aliments ainsi traités se retrouvent dans notre assiette, avec des conséquences non-négligeables pour notre santé.

Ce livre devrait dégouter de tout usage des pesticides, y compris ceux présentés sous l'étiquette «écologique». Il est à lire et à faire lire par tous ceux qui sont convaincus du bien fondé de ces poisons et par ceux qui ont l'impression d'être pris pour des débilés face à ses publicités. Heureusement, il reste l'agriculture biologique. MJ.

DEMOCRATIE MONDIALE

Une logique
au service de la paix
de Jean-Yves Ollivier
Ed. Chronique sociale
1994 - 252 p. - 128 F

Pour l'auteur, l'objectif que nous devons nous fixer pour atteindre le maximum de paix dans le monde est la mise en place d'une démocratie mondiale. Partant du fait que l'homme est naturellement agressif, il en déduit que les lois sont le garant de la liberté individuelle. Les mouvements pour la paix en général sont critiqués par l'auteur. S'ils n'ont pas réussi à se faire entendre, «l'explication semble venir d'un certain manque de réalisme ou de rigueur de propositions qui négligent l'imperfection de la nature humaine et la complexité relative de sa psychologie profonde» (p.83). Son raisonnement est le suivant (p.35) : «si je me promène sans armes et l'esprit en paix, c'est que j'ai le sentiment de me trouver réellement dans une sécurité convenable. Or pour arriver à ce résultat, quatre conditions indispensables sont remplies :

- 1 - il existe une loi qui interdit le port d'armes pour moi, comme pour tous les habitants de ce pays,
- 2 - il existe une force de police crédible, c'est-à-dire

mieux armée que ne pourrait l'être n'importe quel truand, et déterminée à me protéger contre ce dernier, 3 - il existe une justice impartiale qui fait appliquer la loi, c'est-à-dire punit tous les contrevenants, sans distinction, donc les dissuade de passer outre et les met éventuellement hors d'état de nuire avec l'aide de la police

4 - je fais confiance à cette justice par avance pour régler d'éventuels différends graves que je pourrais avoir avec mes citoyens.

Si l'une au moins de ces conditions venait à ne pas être remplie, je ne serais plus en sécurité. Il serait de mon devoir de m'armer pour me défendre (...)

Si la société fonctionne, ce n'est certainement pas parce que la justice est impartiale (voir Bernard Tapie, le pont de l'île de Ré, Superphénix). La justice n'est pas impartiale et pourtant ni les anarchistes ni les non-violents n'ont senti le devoir de s'armer (à quelques excep-

tions près). Il existe donc bien une autre méthode de relations dans la société. Justifier un pouvoir mondial fort - fusse-t-il démocratique - avec une police forte et armée ne peut donc s'appuyer sur cette base de raisonnement.

Citant Gandhi «Je préférerais mille fois prendre le risque de recourir à la violence plutôt que de voir émasculer toute une race», il énonce que la démocratie est la forme non-violente de fonctionnement de la société... oubliant que Gandhi a pourtant longuement écrit sur l'esprit des lois et l'utilité de la désobéissance.

L'auteur fait partie de ces gens qui pensent que les solutions se trouvent au sommet avant de se résoudre à la base et donc préconise un développement par le haut (une démocratie mondiale) avant de se pencher sur les solutions aux quotidiens (relations entre les gens, éducation, culture...). Ce n'est pas notre tasse de thé. MB.

Le livre du mois

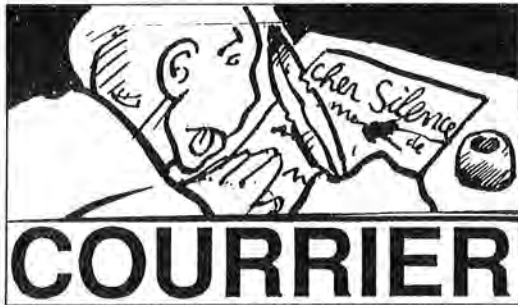
PAS DE GABEGIE POUR L'ENERGIE

de Benjamin Dessus
Ed. de l'Aube
1994 - 96 p. - 39 F

Sur un ton relativement neutre, l'auteur, spécialiste des scénarios énergétiques, montre bien où sont les choix : acceptons-nous oui ou non les causes probables de nos émissions de gaz dans l'atmosphère ? Sommes-nous prêts à gérer toujours plus de déchets nucléaires ? Dans un style concis et accessible, il donne de multiples pistes pour réfléchir aux choix politiques à faire dans le domaine de l'énergie, au niveau mondial, puis au niveau français. Non sans ironie, il introduit dans la discussion, aux côtés de la durée de vie des produits (le parc de logement se renouvelle en 50 ans... et il faudra du temps pour corriger l'erreur du chauffage électrique), la durée de vie des hommes politiques (un ministre dure en moyenne deux ans) pour faire comprendre qu'entre les enjeux à long terme et les enjeux politiques, il ne faut guère

s'étonner si l'on assiste à une sorte de démission collective. Il suggère donc de mettre en place des instances internationales, nationales et régionales (redéveloppement de l'ADEME) pour, au-delà des élections, favoriser la diffusion de l'information à tous les niveaux. Un livre pour s'éclaircir les idées dans le domaine de l'énergie. MB.





HYDRO-QUEBEC

Je viens de lire «consommation d'électricité et nucléaire» dans le n°178. Vous manipulez les chiffres avec beaucoup d'imprudence ! Au Québec (qui appartient encore au Canada), quand on est Inuit, on ne peut pas être pour l'énergie hydro-électrique. Sachez que la compagnie Hydro-Québec n'a pas eu peur du monstrueux pour arriver aux chiffres que vous mentionnez : 22 680 km² engloutis sous les eaux, soit la surface de l'Ain, l'Ardèche, la Drôme et la Loire réunis. Ces terres qui ont été sacrifiées pour le tout-électrique canadien, appartenaient aux Inuits. C'étaient des territoires de chasse et de pêche, essentiellement forestiers. On ne leur a pas demandé leur avis, actuellement les Québécois paient des indemnités aux Indiens pour qu'ils se taisent, et ça marche. Le peuple indien meurt à coup d'indemnités gouvernementales. (...) Pierre FETET
Vosges

Silence : *Nous avons relayé la campagne contre le projet d'extension des barrages de la Baie James. Le raisonnable au Québec serait de mener une politique d'économie d'énergie... on devrait pouvoir diminuer de moitié la consommation d'électricité.*

Lecteur assidu et grand admirateur de Silence, j'apprécie généralement les contributions de Michèle Dussault-Delorme mais j'ai été déçu de son article au mois de juin «Sous le Mac-do, la galère». Car entre des phrases de bon sens se sont glissées de nombreuses affirmations douteuses, voire condescendantes envers la jeunesse et un paradoxe. Actif dans l'enseignement auprès de jeunes enfants, de jeunes et d'adultes, ancien coordonnateur de la commission Enfance-Ecole-Formation des Verts, et père de famille, j'ai d'abord plus de confiance dans les enfants et les jeunes (ou dans la vie tout court) que semble avoir l'auteur.

Des affirmations douloureuses et méprisantes

Est-ce que «tous» ont vraiment du «mal à construire des projets de vie»? Aspirer-ils «tous» à «consommer tout et toute de suite»? «Le fossé» entre cette génération et ces parents serait-il réellement plus grand qu'entre les soixante-huitards et leurs parents? Ces jeunes seraient-ils moins «responsables» ou plus «fragilisés» que ceux qui les ont précédé (et qui gèrent la société actuelle)? N'auraient-ils plus de frustrations (constitutives ou non de l'individu)? Ces jeunes sont-ils véritablement suffisamment dupes pour croire que la vie se resume «à un salaire qui permet de consommer» ou suffisamment aveugle pour ne pas voir, même si c'est parfois confusément, «combien sont suicidaires les habitudes de consommation insensées...» Ne savent-ils enfin «se nourrir correctement»? Toutes ces affirmations m'étonnent, même si je reconnais que la jeunesse vit une période très difficile.

POUR UNE PEDAGOGIE LIBRE

L'essentiel

Mais Michèle Dussault-Delorme a raison que notre civilisation vit une crise de l'imagination face aux changements. Et je partage son avis que l'école, parmi bien d'autres choses, y est pour quelque chose chaque fois qu'elle fait de la passivité une règle de conduite, lorsqu'elle manque de réflexion globale, quand les maîtres et professeurs commentent toute passion ou spiritualité, quand on enseigne sans approche critique sur la société ou sans proposer une multitude de réponses différenciées. Et l'auteur touche à l'essentiel quand elle appelle à l'autonomie, aux recherches personnelles et à l'association des jeunes à leur propre formation. Mais nous voilà devant un paradoxe.

Un paradoxe bien connu

Car Mme. Dussault-Delorme, comme la gauche et la droite, se moque des jeunes et des enfants si elle veut ouvrir la porte de la responsabilité sans donner une véritable liberté à cette génération à l'intérieur de l'école et de la famille cogérer son apprentissage. Mais qu'est-ce qu'on entend? Elle parle des cultures et manières d'être différentes qui «doivent être enseignés et compris» (pas en gras dans le texte d'origine, mais significatif, car obligatoire et pas libre). Elle imagine que nous pourrions «redonner aux jeunes la fierté» et «un imaginaire collectif capable de» pousser l'humanité en avant. (une jeunesse libre, voudrait-elle de notre don, voudrait-elle pousser l'humanité en avant?) Je

ne veux pas être injuste, mais derrière ces paroles, je ressens la bête noire des réformateurs de tous les temps. On voudrait bien la liberté si elle va dans le sens de ses valeurs, et on voudrait bien impliquer la jeunesse si cela permet de mieux pouvoir l'endoctriner et la manipuler. C'est le vieux paradoxe je veux leur accorder de la liberté mais seulement s'il n'y a pas de risque qu'ils ne m'obéissent plus.

Que faire?

Le changement profond de la façon d'éduquer qu'impliquerait une école véritablement démocratique serait tout simplement révolutionnaire, et, à mon sens, aurait des chances de créer pour bien des enfants une éducation plus porteuse de bonheur, d'imagination, et d'épanouissement. Mais, au sein des Verts, mouvement relativement d'avant garde, j'ai déjà vécu les réticences de beaucoup de franchir une étape décisive vers une école démocratique; changement qui ne peut pas être légiféré seulement, car il passe par une transformation massive et profonde des mentalités des millions de professeurs, de maîtres et de parents impliqués dans le processus.

D'un côté, il faudrait que les acteurs décident librement enfin de se contenter d'être de simples, mais authentiques modèles de comportement, au lieu d'être les tout puissants asseneurs de vérités, armés de notes et conseils de disciplines où les voix adultes sont les seules qui comptent. Il serait utile qu'ils se for-

ment en pédagogie pour apprendre patiemment à structurer des environnements où les enfants et les jeunes puissent explorer, participer, observer, et FAIRE... souvent la meilleure façon d'apprendre. Il serait également utile qu'ils se forment en psychologie de communication et la dynamique du groupe pour devenir enfin capable d'écouter la jeunesse (ce qu'il dit et ce qu'il ne dit pas, mais ressent) sans jugement, sans condescendance, avec un souci de créer avec les enfants une démocratie décentralisée au sein de l'école où chacun a les mêmes droits, des responsabilités partagées, et un pouvoir réel sur son destin et l'utilisation du temps à l'école. De l'autre côté il faudrait convaincre les corporatistes de tous bords de financer ces formations et d'élaguer sévèrement les programmes bourrés de bonnes intentions, pour que les acteurs sur le terrain (enfants, équipes pédagogiques, parents) aient le temps pour écouter l'imaginaire, les passions, les valeurs, les besoins des enfants et pour inventer ensemble les réponses adaptées où les enfants se sentent concernés et pratiquerait la démocratie...

Mais les associations (Freinet, éducation nouvelle, et bien d'autres) qui cherchent à diffuser de telles idées ne sont pas très soutenues, et possèdent même en leur sein encore bien des réformateurs pris dans le paradoxe évoqué ci-dessus. Le chemin sera long. Et si les jeunes qui en ont ras-le-bol se découvraient une passion pour aborder le problème de l'école et de l'éducation de LEURS ENFANTS?

Gregg WEST.
Enseignant en Isère.

TENDRE ET GRINÇANT

Voilà plusieurs années que je suis abonnée à Silence. J'ai toujours trouvé votre mensuel instructif, critique, avec des articles sur des tas de sujets différents. Bref, Silence me convenait parfaitement, ses points de vue et réflexions correspondaient aux miens la plupart du temps (qu'il est doux de constater que son opinion est partagée!). J'ai feuilleté le numéro 178 de Silence avec la même avidité que d'habitude. Puis, je l'ai reposé. A l'envers. Là, j'ai eu un choc. La dernière page est entièrement consacrée à la publicité d'un journal... catho! Franchement, j'ai cru que c'était du deuxième degré. J'ai cherché partout le gag. Je ne l'ai pas trouvé. Je regrette, mais je refuse de m'abonner à un journal qui fait de la pub pour un journal catho aussi «tendre et grinçant» soit-il. Question tout de même : Silence a-t-il cahcè son jeu? Est-ce moi qui découvre aujourd'hui ce que j'aurai dû voir depuis longtemps? Combien le journal a-t-il touché pour une pub pareille, qui risque de lui faire perdre des lecteurs... et d'en décevoir un nombre encore plus grand? Une lectrice très déçue qui ne s'abonnera plus!

Dominique TULLAUD

Deux-Sèvres

Silence : *notre ligne est tout à fait laïque, ce qui n'empêche pas de dialoguer avec d'autres, fussent-ils cathos. Nous avons déjà passé de la pub pour Gollas et pour Témoignage Chrétien. Ce sont des échanges : ils passent une pub de Silence de leur côté. Il n'y a donc pas d'argent en jeu.*

ECŒURANT

«L'Europe est ce coin de planète où fut inventée la civilisation moderne». Cette absurdité ethnocentriste n'est pas extraite du programme de Le Pen mais de la profession de foi de Brice Lalonde que les Français ont reçue à l'occasion des élections européennes. Et ça continue ainsi : «Elle est notre famille, dans laquelle la vie est plus chaleureuse et familière». Ecœurant.
Eric MARQUIS
Paris

Je m'abonne :

1 an Particulier	12 n°	220 F	_____
1 an Dom-tom et étranger	12 n°	270 F	_____
1 an Institution	12 n°	440 F	_____
1 an Soutien	12 n°	300 F et +	_____
2 ans Petit futé	24 n°	380 F	_____
1 an Groupés par 3 ex.	36 n°	570 F	_____
1 an Groupés par 5 ex	60 n°	850 F	_____
1 an Petit budget	12 n°	190 F	_____

Je m'informe :

Hors-série

Paris Dakar : Pas d'accord	25 F	(franco de port)	_____
La menace climatique	30 F	(franco de port)	_____
Radioactivité, les faibles doses	30 F	(+ 8 F de port)	_____
Energies renouvelables	30 F	(+ 8 F de port)	_____
Les métiers de l'écologie	70 F	(+15 F de port)	_____

Livres

Le soleil à votre table	89 F	(franco de port)	_____
La liberté de circuler	70 F	(+15 F de port)	_____
Nucléaire ? Non merci	75 F	(+15 F de port)	_____
Le nucléaire détrôné	30 F	(+12 F de port)	_____
Séphastoche, mon premier cuisinier	36 F	(+12 F de port)	_____
Superphénix : le dossier	30 F	(+12 F de port)	_____
Quelle écologie radicale ?	70 F	(+15 F de port)	_____
Pour un pays sans armée	75 F	(+15 F de port)	_____
Pour que demain soit	75 F	(+15 F de port)	_____
L'écologie ou la sagesse de la nature	75 F	(+15 F de port)	_____
Deux roues, un avenir	75 F	(+15 F de port)	_____

Brochures

Un cuisinier solaire facile à faire	20 F	(+ 5 F de port)	_____
Construire une cuisinière solaire	20 F	(+ 5 F de port)	_____

Je règle un total de :

Mes coordonnées :

NOM : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Règlement à l'ordre de Silence, à retourner 4 rue Bodin, 69001 Lyon

DES IDEES

Une petite idée à vous soumettre. Ne serait-il pas possible d'annoncer le thème des dossiers des numéros à venir ? L'idée, ça serait de permettre aux lecteurs de pouvoir réagir avant la lecture de Silence et non après. Cela permettrait d'apporter des précisions, de développer un aspect. En bref, et pour être à la mode, d'être encore plus interactif !

Encore des souhaits. L'écologie, l'alternative, la non-violence, concernent tous les aspects de la vie. Je trouverai intéressant de questionner ces thèmes sous l'angle de l'éducation. Peut-être développer une rubrique mensuelle, un numéro consacré à ça ? Ou peut-être un cahier détachable destiné aux enfants. Un Silence pour eux ? Et puis, une dernière chose, encore un souhait... celui de voir Silence travailler sur le thème de la chasse. Là nous sommes concernés directement. Perdu dans la campagne gersoise, nous nous consacrons depuis dix ans à faire fonctionner un lieu d'accueil... quand soudain a germé dans la tête des chasseurs style «Chasse Pêche Tradition» d'avoir du fric de Bruxelles pour étudier le développement d'un tourisme autour de la chasse et de la pêche. Vu l'esprit dans notre coin de campagne (score électoral des chasseurs, fête de la chasse très importante), nous nous sentions un peu isolé. Là, ça fait beaucoup. Alors que faire ? Dans un premier temps, s'informer. D'où cette demande à Silence.

Louis PHILIPPEAU
Gers

Silence : sur l'annonce des dossiers, cela nous est très difficile car la plupart sont réalisés par des personnes non rémunérées extérieures à l'équipe centrale. Il y a donc souvent des modifications de calendriers au dernier moment... Les lecteurs peuvent proposer des articles ou des dossiers. Sur l'aspect éducation, notre dernière sur le sujet remonte au n°152. Nous n'avons pas de quoi animer une telle rubrique (on passe des brèves) dans la page «social» quand il y a une initiative). Quant à faire un Silence pour les enfants, nous vous conseillons de lire «Fourmi Verte» qui correspond assez bien à ça.

anciens numéros

- 136 Essais nucléaires. Campagnes bouteilles. Aliments irradiés. Étain. Ecologie et pauvreté. Du coffre-fort au delta-plane 14 F
- 139 Climat, Migrants et environnement. La forêt avance. Guerre du Golfe. Manganèse. Déchets. Cuisiniers solaires. Co-évolution 14 F
- 146 Les Verts. Maison de vigilance de Taverny. Traité Start. Larzac. Délinquance des immigrés. Rhin-Rhône. Vallée d'Aspe. Oreades 18 F
- 150 Nucléaire : seuil d'exemption ? Karl Morgan. Forbach. Yougoslavie. Aérosols. Vallée d'Aspe. Sexe et politique. Paris-Lé Cap. Tibet. L'écologie, nouvelle idéologie ? 18 F
- 154 Amiante. Vallée d'Aspe. Arsenic en Ardèche. Lignes à haute tension. Agir ici. Assises de l'écologie. Essais nucléaires. Femmes et travail. 18 F Non à l'écologie libérale. Maastricht. Plutonium. Fessenheim. Civaux. Malville. Quelle aide au développement ? Appel de Heidelberg 18 F
- 158 Extrême-droite et écologie. Green Belt Movement. Télé et violence. Yougoslavie. Japon et plutonium. Nickel et chrome. Plastiques. Label environnement. Boycott Nike et Nestlé. La "pensée sauvage" 18 F
- 162 La prison autrement. Vallée d'Aspe. Forêts tropicales. Indonésie : développement destructeur. Yougoslavie. Malville. L'argent et le pouvoir comme drogues. L'utopie verte 20 F
- 163 L'Alliance contre le GATT. Désertification et école. Marées noires. Centrales nucléaires à l'Est. Ferry : une écologie très subjective 20 F
- 164 La décroissance, bioéconomie et biosphère. Narmada. Malville. Bio-carburants. Tchernobyl. Seuil d'exemption. Economiser l'électricité 20 F
- 165 Yougoslavie. Les semences de la famine. GATT. Plantes comestibles sauvages. Politique : la proie pour l'ombre. Génération escroquerie. Superphénix 20 F
- 166 Moruroo : comment s'arrêter. Yougoslavie. Tomsk. Malville. Vallée d'Aspe. La Banque Mondiale et les citoyens. Nouveaux écologistes. Ecotopia. Banques alternatives. Croissance durable 20 F
- 167-168 Transports solidaires. Ferroutage. Le voyage d'un yaourt aux fraises. Transports clandestins. Vallée d'Aspe. L'arnaque du Point Vert. Les semences de la famine (2). Max Havelaar. Jeux à l'arsenic. Jardins de Cocagne. l'Ecologie ou la mort ! 32 F
- 169 Délocalisation, chômage et solidarité. Vêtements toxiques. Vallée d'Aspe. Ambiance bois. Reconversion des usines d'armement. Malville. Semences de la famine. Verts : marée basse 20 F
- 170 Racisme et environnement. Vallée d'Aspe. Péniche pour la paix. Chanvre. Télévision et violence. Le Bio-Lopin. l'AIEA. Energie solaire et barrages. L'emprise des logiques sociales 20 F
- 171 Pollutions électromagnétiques. Phébus. Superphénix : débranchez-le ! Inondations et aménagement doux. Rue des chambres à gaz. Le travail a-t-il un avenir sur terre ? Les conditions de changement du système planétaire 20 F
- 172 Après Rio : un monde à venir. Feuille d'érable. Palestine-Israël. La dérive technologiste. Esperanto. Superphénix. Inondations 20 F
- 173 Mir Sada, ingérence méfiance. Déchets toxiques suisses. Développement, environnement et aide étrangère. Superphénix. Vallée d'Aspe 20 F
- 174 Vallée d'Aspe : l'alternative ferroviaire. Arsenic. Barrages et nucléaire. Entre réduction et ouverture (1) 20 F
- 175 Eoliennes : le vent en poupe ! Atout Vent. Co-voiturage. Entre réduction et ouverture (2) 20 F
- 176 Superphénix : la marche en avant. Nucléaire : la loi du silence Transports : suivons les Suisses ! Politique : Entre réduction et ouverture (3) 20 F
- 177 Quelle écologie radicale ? L'héritage du nucléaire. La marche contre le chômage. Voile : faut-il avoir peur de l'imégrisme ? Vallée d'Aspe. Superphénix. L'escroquerie du développement durable 20 F
- 178 Comment démilitariser ? Citoyens pour la paix. Conscrition. Service civil. Reconversion de l'industrie d'armement. L'Inestère. Superphénix. Les importations de déchets en France. Jeunes : sous le Mac-do, la galère 20 F
- 179-180 Vous avez dit progrès ? Somport, un été pour une victoire. La presse différente. Banque Mondiale. FMI. GATT : 50 ans ça suffit ! Utopie. Economie : dernière Hooverisation avant liquidation. Pour une économie vernaculaire autosuffisante 32 F

Prix franco de port. Les numéros ne figurant plus sur cette liste ne sont plus disponibles.

AUTONOMIE ET RADICALITE

De nombreux Verts de toutes les sensibilités ont proposé à maintes reprises des modifications internes propices à un décollage des Verts. Cependant, les querelles entre les Verts de gauche et les Verts anti-gauche paralysent de nombreuses initiatives positives émanant des uns ou des autres. L'abandon de la stratégie d'autonomie et de la majorité culturelle définie lors de l'assemblée générale de 1991 à St-Brieuc, ainsi que les flirts successifs avec les forces traditionnelles telles que GE, Maastricht, le PS ou le RPR dans le Languedoc, nous ont coupé de notre électorat protestataire, utopiste et de gauche pour nous placer dans un borblier symbolique et tactique où plus personne ne comprend plus rien au sein d'un mouvement Vert qui change radicalement tous les six mois de ligne politique.

Cependant, à force de nous ouvrir sur l'extérieur de manière contradictoire, dans le but unique d'avoir quelques élus à tout prix, nous perdons non seulement des électeurs mais aussi des adhérents. Etant donné l'archaïsme de la gauche actuelle, l'avenir des Verts doit se situer sur deux axes. Le premier sera d'obliger la gauche à s'écologiser et à se moderniser faute de quoi nous laisserons perdre le PS aux présidentielles ou ailleurs. Le deuxième axe pourrait être la renaissance des Verts sur des bases pragmatiques - rapport d'activités des actions vertes sur toute la France depuis dix ans, création d'un mensuel Vert écologiste, alternatif et interactif ; au niveau interne, la nonélection systématique des Verts qui cumulent en interne/externe : des interventions publiques axées sur des propositions immédiatement applicables et sur la nécessité de repenser la société dans son ensemble sur des bases d'autosuffisance culturelle, économique et alimentaire au nord comme au sud, ou à l'est (...). De nombreuses mesures de ce genre en vue de réintégrer des orientations au sein d'une politique autrement permettrait aux Verts de se ressaisir et d'apparaître réellement aux yeux de l'opinion comme un parti différent et prometteur et donc d'avoir de meilleurs résultats grâce à nos propres qualités.

Michel KOUYATE
Paris.



MARJOLAÏNE

le salon des idées vertes

5-13 NOVEMBRE 1994

PARC FLORAL DE PARIS - BOIS DE VINCENNES

de 11h à 19h, nocturnes jusqu'à 22h les 8 et 11 Novembre.

RER: Vincennes. Métro: Château de Vincennes. Navettes gratuites à la sortie du métro.

**CONFÉRENCES ET ATELIERS,
MARCHÉ BIOLOGIQUE, JARDINAGE, PRODUITS ÉCOLOGIQUES,
ENVIRONNEMENT, SANTÉ, ASSOCIATIONS, ÉDITIONS,
400 EXPOSANTS, SOUS L'ÉGIDE DE NATURE ET PROGRES.**



Pour recevoir le programme des conférences, envoyez une enveloppe longue, timbrée à 4,40 F, libellée à vos nom et adresse.
SPAS organisation: 86, rue de Lille - 75007 Paris - Tél.: (1) 45 56 09 09 - Fax: (1) 44 18 99 00